



comp.

115888

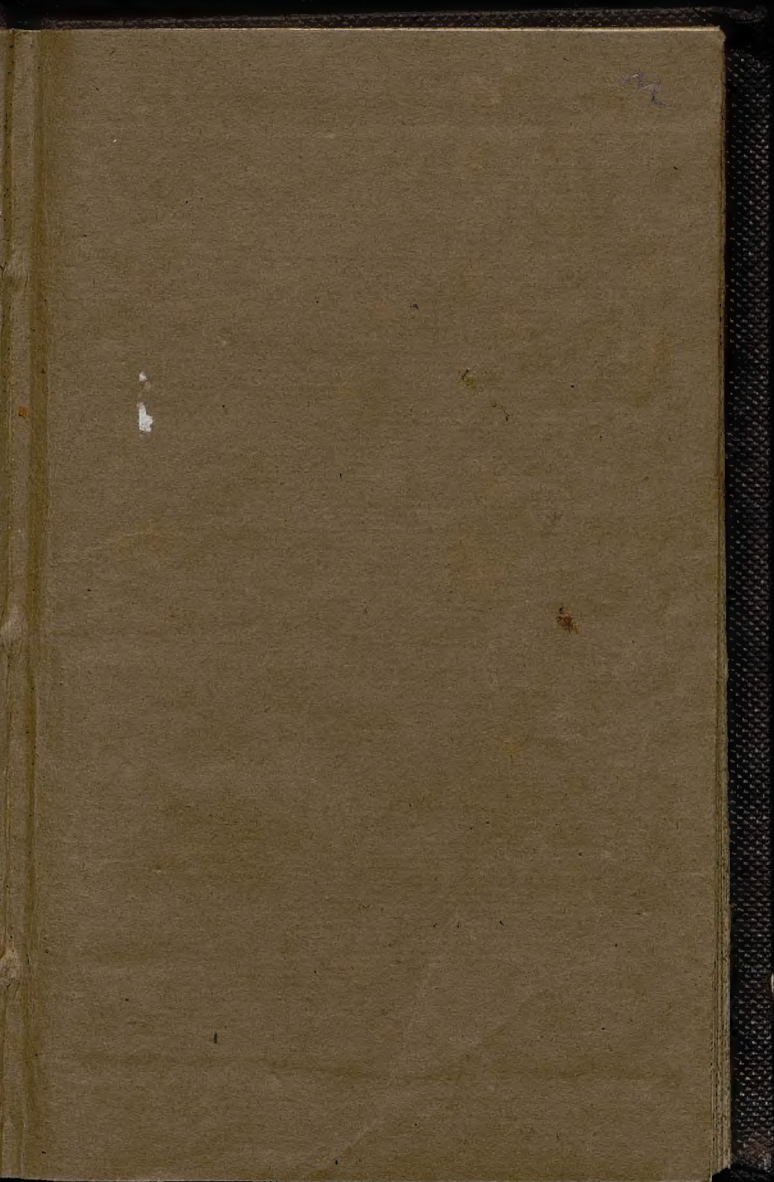
115889

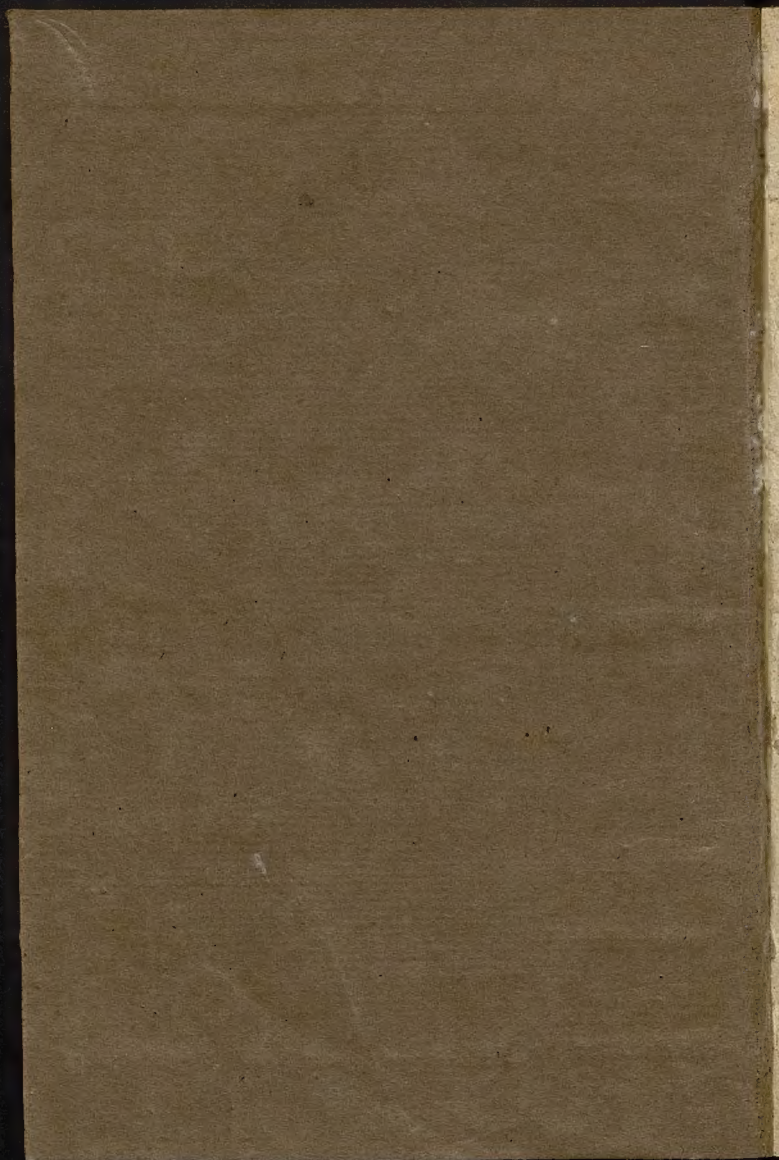
115890



115888-115890

I





LETTRES
HISTORIQUES & POLITIQUES

à son Altesse

Le Prince

J E A N
SANGUSZKO

Sur

Les Interregnes de Pologne

Depuis l'establissement

Des *Paſta Conventa*

Ou

l'Election libre des Roys

ECRITES

De Lubartow à Varsovie

1764.

LETTERS
HISTORICAL & POLITICAL

THE PRINCE
OF AN
ANDRUSSKO

2nd
1788
The History of the Poles
888511
By the Author
The Prince of An

THE PRINCE OF AN
ANDRUSSKO



LETTERS
HISTORICAL & POLITICAL



578. c. 34/1 r



PREMIERE LETTRE

Sur
Les Diettes de Convocation.

P R E F A C E

Ou
Lettre Préliminaire.

Mon Prince.



JE suis si enchanté de la sensibilité de votre Coeur, & de la maturité de votre Raison, que je ne crains point de deranger l'Ordre que je m'étois proposé pour la partie de votre instruction, à laquelle vous me priez de contribuer.

Dans la vuë, Mon Prince, de faire de vous un homme d'état utile à sa Patrie & à sa Famille, j'ay cherché dans les premières lettres, que j'ay eu l'honneur de vous écrire, à élever votre ame au dessus des occupations & des idées de l'Adolescence. Pour cet effet je vous ay représenté les obligations que vous imposoit votre Naissance illustre, & ce que votre Nation attendoit de vous. Je vous ay fait sentir que si l'étude des langues & celle des belles lettres pouvoit servir à étendre, & à orner votre Esprit, la connoissance de la morale, de la législation, & de la Politique étoit d'un ordre bien supérieur & peut être la seule nécessaire & essentielle à un vray Citoyen.

Comme dans une Republique telle que la votre, l'amour & la confiance de vos Compatriotes est le plus grand bien que vous puissiez acquérir; & que vous ne pouvez obtenir d'eux des sentimens si flatteurs, qu'en méritant cette estime générale, que nous concilie un caractère de grandeur, de droiture, & de

de verité ; je vous ay fait faire les réflexions convenables sur la préférence que vous deviez donner aux qualitez du Coeur sur les talens de l'esprit. J'ay taché de vous montrer en quoy consistoit cette vraye Grandeur, & combien elle étoit éloignée du faste, de l'orgueil, & de la vanité. Enfin pour vous garantir du poison le plus fatal à un naturel aussi heureux que le votre, je vous ay fait un fidele portrait de la conduite basse, fourbe, & interressée d'un vil flatteur ; & j'ay mis en regard le tableau des procedez nobles, sinceres, & généreux d'un veritable & solide amy.

Ainsi préparé, Mon Prince, pour le grand objet que je me propose, je devrois aujourd'huy suivant l'enchainement des choses, & la suite des idées, vous envoyer mon traité sur l'origine des societez civiles, ou sur l'establissement des corps Politiques. Après vous avoir appris à definir exactement ce que c'est qu'une Nation, & ce qu'on doit entendre par ces mots si communs de *Patrie*, de *Liberté* de *Loix*, d'*etat*, d'*authorité Souveraine*, de *Paix*, & de *guerre*

guerre, de Jurisprudence, & de Finance, d'Empire, & de Sacerdoce: & vous avoir ainsi dévoilé tous les mystères & tous les principaux ressorts de la société; j'aurois dû vous faire lire l'histoire Politique de votre Patrie. C'est celle qui vous interesse le plus; & les autres ne meritent même votre attention, qu'autant qu'elles peuvent vous indiquer les moyens de contribuer d'avantage à sa Gloire & à son bonheur, & de remedier aux abus qui detruisent l'un & l'autre. Persuadé de la préférence que vous devez à tous égards donner à l'histoire de la Pologne, je l'ay faite en François pour deux raisons; la premiere pour vous familiariser de plus en plus avec une langue devenue générale dans toutes les Cours de l'Europe, & la seconde pour vous épargner l'embarras de demeler avec précision ma pensée dans le *Compendium* Latin que j'ay donné au public il y a près de quatre ans.

Vous conviendrez, Mon Prince, qu'il y auroit eu plus d'ordre & plus de methode dans cet arrangement, qu'il

n'y

n'y en a à faire & à vous envoyer précipitamment l'histoire particuliere de vos Interregnes. Mais l'interêt du moment l'emporte; & je fais reflection que temoin de tout ce qui se passe aujourd'hui dans votre Patrie, vous devez être impatient de pouvoir raisonner juste sur les Evenemens que vous voyez arriver. Il vous tarde sans doute d'être en état de juger de la conduite des differens acteurs qui se disposent à jouer un grand rolle; & de prévoir ce que la Pologne a à craindre ou à esperer d'une situation aussi critique que la sienne.

Votre impatience est trop raisonnable pour ne luy pas sacrifier la regularité du plan que je m'etois proposé; & au hazard de mettre par précipitation plus de zele dans mon travail, que de perfection & d'exactitude, je ne consulte que le plaisir de prévenir vos desirs à cet egard. Pour le faire avec plus d'utilité, j'ay cru ne pouvoir rien imaginer de mieux que de parcourir historiquement tous les Interregnes depuis l'establissement de la libre Election de vos Roys. Mon dessein est

est donc de vos faire connoître le Gouvernement particulier de votre République dans le Court intervalle , où elle donne des loix à la Nation , & decide de son fort sans le concours de l'authorité Royale. Elle agiroit sans doute alors pour son bonheur dans toute la plenitude d'une liberté généreuse & éclairée, si les premiers Citoyens, sans passion du moins pour ce moment, luy permettoient de ne s'occuper que du bien public, & du véritable intérêt de la Patrie.

Sans entrer dans un detail plus propre à grossir un ouvrage, qu'à le rendre plus utile, je me borneray aux faits principaux, & à rassembler les circonstances les plus essentielles qui caractérisent chaque Interregne. Comme ce recit historique seroit vague & superflu, si l'instruction n'étoit pas l'objet de nos recherches, nous tacherons de l'accompagner de réflexions solides, évidentes & bien approfondies. Elles nous conduiront à des conséquences sûres & certaines; & de principe en principe & de conséquence en conséquence, nous

par.

parviendrons peut-être à pouvoir porter un Jugement sage & equitable sur le présent & sur l'avenir.

Pour ne point vous effrayer, Mon Prince, par un volume d'écriture, & pouvoir en même tems repandre plus de clarté sur le sujet que je veux traiter, je diviseray cette histoire politique de vos Interregnes en quatre parties que je vous enverray successivement. Vous ne recevrez même la premiere que par le prochain Courier; & je me contenteray aujourd'huy de vous faire le plan de cet ouvrage, pour vous prévenir sur l'utilité que vous pouvez en retirer.

Dans la premiere partie après vous avoir donné une idée succincte, claire, & exacte de votre Patrie & de son Gouvernement en general depuis qu'elle s'est formée en état Republicain, je passeray au detail de l'administration particuliere qu'elle s'est prescrite pendant la vacance du Thrône. Je vous d'ecriray ensuite les trois operations qui renferment toute l'oeconomie de cette administration, & dont elle a déterminé l'objet & les formalitez qu'il
fal-

falloit observer. Considerant enfin l'etat où se trouvoit la Republique après la Mort de Sigismond Auguste, nous examinerons si elle a solidement établi chaque partie du Gouvernement particulier qu'elle a jugé à propos de préférer.

Dans la seconde partie, je vous rappelleray ce qu'il y a de plus remarquable & de plus intéressant dans l'Élection de vos Roys depuis celle de Henry de Valois jusqu'au Couronnement de Sobieski. En réfléchissant sur les différentes circonstances que nous y remarquerons, nous tacherons de decouvrir, dans le cours de ces sept premiers Interregnes, s'il n'y a pas une cause commune & generale à laquelle on doit rapporter la fin presque uniforme de ces grands Evenemens. Cet examen nous conduira à la connoissance du caractere distinctif de votre Nation, & à celle des suites necessaires de votre liberté dans l'Élection de vos Roys; & par cette decouverte nous commencerons à prévoir ce que la Pologne auroit de mieux à faire au moment présent.

La troisiéme partie ne contiendra que les particularitez les plus importantes de l'Election des deux derniers Roys que la Maison de Saxe vous a donnéz. Mais l'elevation de ces deux Princes sur le thrône de votre Patrie doit attirer toute votre attention; & c'est l'objet principal que j'ay envisagé dans cet ouvrage. En effect vous y trouverez des evenemens jusqu'alors sans exemple, & un changement singulier dans la manutention de vos loix, dans vos coutumes, & dans vos mœurs. Vous y reconnoîtrez bien à decouvert la nouveauté que l'Election des deux Augustes a occasionnée dans le systéme politique de l'Europe par rapport à la Pologne. Chaque circonstance vous donnera des lumieres pour juger de l'état présent des choses, & pour decider avec connoissance de cause & maturité qu'el parti il conviendrait de prendre aujourd'huy pour le bonheur de votre Patrie.

Enfin dans la quatriéme & derniere partie de cette histoire, je tacheray de vous initier aux mystères de la Politique,

ce grand art qui fait la destinée & le sort des Etats & des Peuples; & malgré leur majestueuse obscurité, nous les trouverons peut être moins impénétrables que ceux d'Isis en Egypte, de Cérès dans l'Attique, & de la bonne Deesse à Rome. Nous chercherons d'abord la clef du Cabinet des principales Cours de l'Europe; & quand nous l'aurons ouvert, nous irons droit au département des affaires étrangères, pour y apprendre la notte secrète qui regarde votre Patrie. Pésant alors les vuës, & la situation actuelle de chaque Puissance, que l'intéret de son état engage à prendre part à l'Elcción du nouveau Roy, nous ferons notre possible pour demesler s'il faut en attendre des démarches réelles ou seulement des apparences officieuses. En combinant ainsi leurs alliances, & leur position respectivé, nous pourrons parvenir à entrevoir plus clairement le vray de choses, & conséquemment ce que la Pologne doit faire & espérer.

Voila le plan du travail que je me suis imposé pour votre service. Mon
zele

zele pour votre Maison, & mon attachement particulier pour vous feront la mesure de l'attention que j'y donneray. Puisse-t-elle vous paroître une preuve bien convaincante des sentimens tendres, & du vray respect avec lequel je suis.

Mon Prince.

De votre Altesse.

Le très humble

& très obeissant serviteur

Pyrrhys de Varille

à Lubarton le 25. Mars 1764.

PREMIERE LETTRE

Sur

Les Diettes de Convocation

Mon Prince

DE tous les Peuples de l'Europe, je pense que les Polonois sont ceux qui dans tous les tems, même sous le Roys absolus & héréditaires qu'ils ont eu pendant huit sciecles, ont le mieux conservé leur liberté. Je ne dirois peut-être pas la même chose, s'il étoit question de decider s'ils ont mieux connu que les autres en quoy consiste cet appanage le plus précieux de l'humanité. On pourroit même dire sans temerité qu'ils n'ont pas assez senti, que si la liberté étoit la source la plus féconde & la plus pure de toutes les vertus civiles & militaires sous l'autorité & la protection de sages loix, elle devenoit, sans leur secours, & livrée au caprice des

des Passions, le plus grand des maux, & caufoit tot ou tard la honte, les malheurs, & la perte totale d'un état.

Ce qu'il y a de certain c'est qu'entre les mains de vos Compatriotes, elle n'a fait que croître & augmenter, au hazard même de passer les bornes legitimes qui la separent de la licence. La noble fierté, qui fait le fond du Caractere de votre Nation, la constamment garantie d'un assujettissement servile; et elle s'est toujours montrée indulgente pour les premiers Excès de ses Roys, elle n'a pas été moins prompte à les rapeller avec fermeté à leurs engagements, lorsque la liberté paroissoit compromise.

Dans l'état où sont les choses aujourd'hui, il semble que votre Republique n'ait un Roy que pour distribuer les Charges & les Graces au gré des Loix, & pour donner un air de grandeur & de dignité au Gouvernement qu'elle a etabli. Toute l'autorité legislative est dans la main du Senat & de l'ordre Equestre, & le Roy Chef de ces deux Ordres, ne seroit pour ainsi dire, si les Loix étoient en vigueur,

geur, que le Ministre & l'organe dont ils se serviroient pour publier leurs decrets & leurs Constitutions.

Telle est, Mon Prince, l'idée juste & générale que vous devez vous faire du Gouvernement actuel de votre Patrie. Ce n'est pas icy le moment de vous apprendre comment elle est parvenue à ce Gouvernement unique en son espece, & particulier à la seule Pologne. Vous serez à portée de vous en instruire pleinement dans la suite, & d'en connoître à fonds toute l'oéconomie dans l'abregé historique que je vous promets de vous envoyer.

Il ne s'agit maintenant que de la circonstance d'une Interregne; tems où votre Republique exerce l'acte le plus solennel de son autorité & de son indépendance. Qu'il seroit beau de voir une Nation Illustre & Puissante comme la votre, agir dans cette occasion avec toute la sagesse, & tout la grandeur d'un état vraiment libre, qui n'envisage & ne considère, dans le choix qu'il doit faire d'un maître, que le maintien de ses loix, la propre Glo-

ire, & son bonheur. La Pologne seule pourroit donner un aussi beau spectacle à l'univers. Mais il faudroit pour cela que tous vos Concitoyens ne consultassent que l'amour de la Patrie, & la Dignité de la Nation; & c'est ce qu'il est presque impossible d'esperer. Ce moment offre une conjoncture trop favorable aux Passions, pour que l'ambition & l'interêt n'y cherchent pas leur avantage particulier.

Comme depuis l'extinction de la Famille des Jagellons par la mort de Sigismond Auguste en 1572. votre Thrône est devenu purement électif, un Interregne suit nécessairement la perte que la Pologne fait de son Roy. Dans les Etats soumis à une Puissance héréditaire, la Nation n'est jamais sans Maître; & l'instant même qui la prive de son Souverain, la fait passer sous la domination de celui qui a droit de luy succéder. Tel a été l'état de la Pologne pendant 500. ans sous le regne des Piastes, ainsi que je crois l'avoir solidement prouvé dans mon Abregé Politique, sans que les entreprises des grands Seigneurs, qui ont six fois inter-

rompu la succession, puissent établir le contraire. Mais depuis la mort de Casimir le Grand, le trône n'a été successif dans la famille des Jagellons qu'avec le consentement libre de la Nation ; cependant elle ne s'assembloit pas de la même manière qu'elle fait aujourd'hui pour l'Élection de ses Roys. Ce n'est que depuis l'Époque que je viens de vous marquer, que les Polonois ont regardé comme la chose la plus importante de rendre cette Élection entièrement libre. Ils n'ont cessé de faire les loix les plus précises à cet égard. Ce fût la première qu'ils établirent, & qu'ils observerent à celle de Henry de Valois ; & pour ôter toute équivoque, ils luy défendirent & à ses Successeurs de prendre à l'avenir dans aucun acte public le titre de *Seigneur & d'Heritier* de la Couronne, que la République avoit toléré dans ses Roys de la Famille des Jagellons.

Ce sera donc à la Mort de Sigismond Auguste que je commenceray l'Histoire sommaire de vos Interregnes. La vacance du Trône devint alors une circonstance

constance toute nouvelle pour la République. Rien n'étoit prévu ny réglé par raport à la conduite qu'elle devoit tenir. Quoiqu'il y eût près de 200. ans que la liberté fût établie, à ne placer son origine qu'à la mort de Louïs d'Hongrie ; & que depuis plus d'un siècle la Noblesse prit connoissance de toutes les affaires publiques ; ny le Senat avec le Roy, ny l'Ordre Equestre avec le Roy & le Senat n'avoient encore donné de forme constante au Gouvernement. Les loix fabriquées suivant les conjonctures & le moment, n'étoient que des pieces detachées d'un tout sans unité & sans simetrie. Nul plan général & bien ordonné : tout étoit relatif au soin unique d'anéantir pour ainsi dire l'autorité Royale, & de ne luy laisser que le vain appareil de la Majesté du Thrône. La Nation s'assembla donc sans vuë & sans projet concerté. Le Primat voulût convoquer la Diette ; mais comme son droit n'étoit pas encore bien reconnu, ses universaux firent peu d'effect, & il ne vint que quelques Senateurs & quelques Nonces, à Varsovie.

La Lithuanie, qui n'étoit que depuis trois ans incorporée solidement au Royaume de Pologne, tint ses conciliaules à part sans fruit comme sans dessein déterminé. Les Palatinats de la Grande & Petite Pologne ne firent que des Diéttes particulières, où regnoit le desordre & la confusion. Enfin dans ces trois grandes Provinces, qui suivant la fameuse constitution de 1569. renferment tous les domaines de la République, après bien des mouvemens & des pour-parler, où il ne fût jamais question de ces grands principes qui sont les loix fondamentales d'un état, les Grands seigneurs convinrent d'indiquer la Diète de Convocation au 6. Janvier 1573.

Dans la résolution où l'on étoit d'abolir tout moyen de succession, & de rendre absolument libre l'Élection des Roys, c'étoit une nécessité de convenir de la forme que l'on devoit donner à l'administration publique pendant le Cours d'un Interregne. La Diète de Convocation s'occupa donc à regler cette partie du Gouvernement. L'ar-

rangement qu'elle prît à ce sujet, & le ceremonial qu'elle introduisit alors, sont devenus par l'usage, & sans le secours d'aucune loy expresse, une regle d'Etat que l'on a toujours observée depuis dans toutes les vacances du Trône.

Trois choses Mon Prince, se presentent naturellement à faire pendant cet intervalle, qui n'est devenu orageux que par l'incertitude & l'impuissance des loix que l'on se fît alors: 1. La Constitution de l'état suivant le plan qu'on se proposoit de suivre sous le nouveau Regne: 2. L'Election du Roy que la Republique devoit choisir: 3. Son Couronnement, dont il falloit régler l'ordre & les Ceremonies. La Republique jugea donc à propos de destiner une Diette pour chacune de ces operations, & que la premiere fixeroit l'ouverture de la seconde, & la seconde celle de la troisieme.

Pour designer l'assemblée, où la Nation maitresse d'elle même doit réunir toutes ses forces pour assurer la tranquillité interieure & exterieure de l'état, & pour consulter sur ses interêt
avant

avant de choisir un Roy, on appella Diette de *Convocation*, ou Confédération générale, la premiere qui se tient dans le Cours d'un Interregne. C'est sans contredit la Diette la plus importante, & les objets qu'elle devoit alors se proposer, meritoient la plus grave & la plus profonde attention des Ordres. Vous en conviendrés facilement, lorsqu'après vous avoir rapporté ce qu'ils se contenterent de statuer, je vous feray faire les réflexions convenables à ce sujet. Ces réflexions vous prouveront en même tems que la Diette, qui doit s'assembler le 7. du mois prochain, est d'une consequence d'autant plus superieure à toute autre, que l'etat a plus besoin de reformation; & que depuis l'introduction de l'unanimité, c'est la seule qui par la pluralité des suffrages puisse efficacement remédier aux abus, & remettre le bon ordre dans toutes les parties du Gouvernement.

Si la Diette de *Convocation* est la plus sérieuse & la plus necessaire, il faut cependant convenir que celle d'*Election*

lection a plus d'eclat & demande plus d'appareil. La Nation entiere s'y trouve rassemblée, & chaque Gentilhomme est en droit de donner son suffrage, ou de s'opposer à l'Election d'un Candidat. Dailleurs c'est ordinairement à cette Diette que la diversité des brigues & des interêts fait naitre la division la plus violente, & occasionne des guerres civiles & étrangères. Quoiqu'il en soit de l'evenement, l'objet de la deliberation des Ordres se reduit à la redaction des *Pacta Conventa*, à l'examen du merite personnel des differens Candidats, à donner audience à leurs Ambassadeurs & à leurs Ministres, à la discussion des avantages que chacun d'eux offre à la Nation, & à l'observation des formalitez prescrites soit pour recueillir les suffrages, soit pour la declaration & la proclamation du Concurrent qui doit être élu.

Enfin dans la Diette du Couronnement dont le jour a été fixé par celle de l'Election, la Republique s'assemble pour consommer son ouvrage. Elle reçoit & couronne son Roy à Cracovie avec toute la pompe & la grandeur
qui,

qui, chez une Nation puissante & magnifique, peut rendre auguste une pareille Ceremonie. Après avoir signé & juré personnellement l'exécution des *Pacta Conventa*, le nouveau Roy recoit la Couronne avec le Diplome de son Election. Il rend ensuite les derniers devoirs à son Prédecesseur, & annonce le commencement de son Règne à tous les Palatinats, Terres, & Districts de la Pologne. La Diette qui se tient alors, achève de regler toutes les affaires qui surviennent, ou qui ont été remises à sa décision; & prenant, s'il est nécessaire, de nouvelles mesures relatives aux conjonctures, elle met fin à l'interregne, s'il n'y a point de double Election. Mais si les suffrages se sont partagez entre deux Concurrents, & que chaque parti ait élu le sien, ce n'est que dans une Diette de *Pacification* que le calme se re-tablit, & que chaque partie du Gouvernement rentre dans l'ordre prescrit par les loix anciennes ou nouvelles.

Voyons maintenant, Mon Prince, les reglemens que fît la Diette de Con-

voca-

vocation de 1573. Je laisse à l'histoire générale le soin de vous apprendre en quel état étoit la Pologne à la mort de Sigismond Auguste, Prince qui joignoit à des talens & à des vertus, beaucoup de fermeté pour soutenir son autorité, & dont la tolérance sans réserve avoit laissé introduire indifferemment dans son Royaume toutes les sectes du Christianisme. Le Culte Romain courut risque de n'y être plus la Religion dominante, & le Lutheranisme, qui n'avoit commencé à se repandre en Saxe que 50 ans auparavant, avoit déjà séduit les plus Grandes & les plus Illustres Maisons & quelques Eveques même étoient soupçonnez de le favoriser. Mais ces faits particuliers, & quelques arrangements momentanez, que la République prit alors, n'ont qu'un raport trop indirect au terme que je me suis proposé; & je ne prétens vous entretenir que de ce qui regarde le fonds de l'administration publique pendant un Interregne.

Comme jusqu'à ce moment il y avoit beaucoup d'indécision sur les droits

droits du Primat, & qu'après la mort d'un Roy Electif, il falloit un Chef qui pût agir au nom de l'etat, on decida dans cette Diette, par d'assez bonnes Raïsons politiques, qu'il seroit dange-reux de confier à un seculier une place de cette importance, où il étoit sy aisé d'abuser de son pouvoir. Le Primat par préférence fut donc chargé de la Regence de la Republique depuis la mort du Roy, jusqu'à l'Electïon de son Successeur.

En conséquence des resolutions de cette Diette, il fût arrêté qu'aussitôt qu'il seroit informé de la mort du Roy, il assembleroit les Senateurs, & qu'aidé de leurs conseils sur la circonstance présente, il en feroit part aux differens Palatinats: qu'il leur indiqueroit en même tems le jour fixé pour l'ouverture de la Diette de Convocation. & celuy auquel devoient se tenir les Diettines qui la précédent: & que dans ses universaux il leur annonçeroit aussi les principaux Objets sur lesquels la Noblesse devoit se préparer à delibérer.

Il fût encore convenu qu'en qualité d'Entre-roy, le Primat seroit le centre
& le

& le mobile de toutes les négociations, qu'il donneroit les ordres nécessaires pour la tranquillité interieure du Royaume : que les Concurrens de la Couronne s'adresseroient à luy pour instruire la Republique de leurs offres & de leurs prétentions : que les Puissances étrangères luy feroient communiquer leurs intentions & leur vûes par leurs Ambassadeurs & leurs Ministres : & qu'enfin après avoir pris & compté les suffrages dans le Champ Electoral, il declareroit Roy le Candidat qui les réuniroit, & qu'il seroit ensuite proclamé par le grand Marechal de la Couronne.

Ce fut dans la même Diette de Convocation que Jean Zamoycki, qui n'étoit alors que Staroste de Beſz, représenta avec force que le Choix d'un Roy interressant chaque Noble en particulier, il étoit juste que toute la Noblesse eût le droit d'assister, & de contribuer par son-suffrage à l'Election du nouveau Roy; & son sentiment prévalut sur ceux qui prétendoient qu'elle ne devoit être l'ouvrage que des Senateurs & des Nonces.

On

On designa aussi le village de Kamien proche Prague pour le lieu de l'Election : mais à celle d'Etienne Batory , on choisit par préférence la plaine de Vola ; & on convint que dans la suite elle ne se feroit point ailleurs. Cette loy a été exactement observée jusqu'à celle d'Auguste III. qui fût élu au Village de Kamien où Henry de Valois l'avoit été. A l'égard de la Diette de Convocation , on assigna Varsovie pour le lieu où elle devoit constamment se tenir. On ordonna que dans les Diettines qui la précéderoient, la Noblesse , après l'Election de ses Nonces, établiroit des Jugemens Capitulaires dans tous les Palatinats, pour remplacer les tribunaux de Justice & même celui de la Couronne, dont toutes les fonctions devoient cesser après la notification de la Mort du Roy ; & on eût soin de déterminer la nature des affaires dont ces nouveaux Juges devoient connoître. Enfin on établit qu'après la Diette il y auroit dans tous les Palatinats des Diettines de Relation ; & que les Nonces y rendroient compte à la

à la Noblesse des décisions de la République.

Quoique les *Paſſa Conventa* n'ayent été redigez que dans la ſeconde Diette du premier Interregne, comme je vous ay cy-deſſus décrit les opérations d'une ſemblable Diette, je ne crois pas hors de propos de vous en parler icy à la ſuite des reglemens faits par celle de Convocation. Henry eſt le premier Roy qui ait été élu par le Senat & par l'ordre Equeſtre reunis en Diette; & les *Paſſa Conventa* de ce Prince ſont auſſi les premiers dont il ſoit mention dans votre hiſtoire. & un acte Neudont on n'avoit point d'exemple juſqu'alors. Il ſeroit inutile d'en chercher dans la ſuite des Roys Piaſtes. Ils étoient héréditaires & abſolus, & ne faiſoient par conſequent point de traité avec la Nation en montant ſur le Thrône. Louïs d'Hongrie, Neveu & Successeur de Caſimir le Grand. ne fit que confirmer tous les Privileges accordez, & toutes les donations faites par ſon Oncle, & y ajouter l'exemption des impots, de nouveaux avantages pour la République, & de nouvelles
graces

grâces pour les Grands. Les Jagellons qui luy succederent se contenterent aussi à leur avènement successif au Trône, de confirmer dans une déclaration publique toutes les concessions de leurs Prédecesseurs & d'y ajouter quelques faveurs nouvelles suivant la circonstance des tems. Il est vray que ces Confirmations & les déclarations de ses Roys étoient l'expression de leurs engagements avec la République : mais à l'Élection d'Henry, on leur donna une forme nouvelle qui fut réglée & convenue par le Senat & l'Ordre Equestre ; au lieu que le Senat seul avoit traité, élu, & couronné Louis Roy de Hongrie & les premiers Jagellons.

Ces *Pacta Conventa*, ainsi que les Capitulations des Empereurs d'Allemagne, ne sont autre chose que le contract authentique qui énonce les clauses & conditions auxquelles la République consent à reconnoître pour son Roy le Candidat, qu'elle a élu par préférence. Les Ministres de ce Candidat sont obligez aussitôt après l'Élection de leur maître de les signer pour luy.

luy, & d'en jurer l'exécution en son nom: signature & serment qu'il doit ensuite ratifier & renouveler luy même en personne, lors de son Couronnement à Cracovie.

Voila, Mon Prince, tout ce qui se fît de plus essentiel dans cette Diette de Convocation. Je n'y vois votre Nation occupée qu'à concilier les Catholiques & les Dissidens, à decider des Droits du Primat, à regler la forme extérieure de l'administration de la Republique pendant un Interregne, à rendre le Thrône purement électif, & à imaginer les conditions les plus propres à diminuer l'autorité du Roy futur. Rien n'annonce qu'elle ait murement réfléchi sur la nature & les différentes branches du gouvernement qu'elle a établi: tout y ressent à ce sujet l'inconsideration & le defaut de connoissances & de vues politiques. On s'en tient simplement à l'ancien plan denté d'harmonie & de concert entre le fonds du Projet, & les moyens d'Execution. On suit aveuglement le système commencé sous Casimir le Grand, continué pendant le Regne de son Successeur, & établi

établi après sa mort par la seule ambition des Grands. Quoique une infinité d'experiences eussent fait voir pendant 200. ans la foiblesse du Gouvernement, & l'insuffisance des loix pour contenir l'autorité Royale, & la liberté dans leurs bornes legitimes, on ne songea à se précautionner que contre les entreprises de la premiere, ou plutôt on ne chercha qu'à l'anéantir & à n'en faire qu'un fantome de decoration. La dernière mal réglée n'étoit cependant pas moins à craindre ; & si la Puissance Royale pouvoit dégénérer en pouvoir arbitraire, les excès d'une liberté aveugle étoient peut-être plus dangereux, & menant droit à une funeste Anarchie, on n'en devoit attendre que la ruine entière de l'état.

Pour vous convaincre, Mon Prince, de la solidité de cette réflexion sur la conduite de la Diette de Convocation de 1573. supposons que la Nation alors eût été aussi sage & non moins éclairée qu'elle peut l'être aujourd'hui, & que maîtresse, comme elle étoit de
son

son sort, elle n'eut cherché en s'assemblant à Varsovie après la Mort de Sigismond Auguste, que les moyens de le rendre heureux. Quel devoit être l'objet essentiel & capital que les Ordres de l'état étoient obligez de se proposer? ce ne pouvoit être que le choix d'un nouveau gouvernement, ou la refonte de l'ancien.

En conséquence du résultat d'un Senatus-consulte judicieux, le Primat, dans ses universaux pour la tenuë de la Diette de Convocation, n'auroit sans doute présenté que cette alternative pour le premier sujet des deliberations de la Noblesse. Soit qu'on prît le parti de faire un nouveau choix ou de s'en tenir à une bonne reformation, il ne pouvoit se dispenser de lui recommander sur toutes choses de bien examiner quel Gouvernement convenoit le plus à la Nation par rapport à son Genie, à ses moeurs & à ses usages, ou relativement à sa position dans l'Europe & à la circonstance des tems. Ce premier point décidé, il auroit voulu que l'on se préparât à indiquer le système de Legisla-

tion que l'on jugeroit le plus propre à assurer la durée, & l'inviolabilité de l'administration publique à la quelle on se résoudroit à donner la préférence.

Les Citoyens les mieux intentionnez, & les plus instruits auroient profondément medité cette importante matiere. Plusieurs d'entre eux seroient réunis pour concerter ensemble le meilleur plan possible. Pleins des plus belles & des plus grandes idées sur le Gouvernement, les Senateurs & les Nonces seroient venus à la Diette bien disposez à servir utilement la Patrie. Les Ordres réunis après l'Élection du Marechal des Nonces, auroient commencé par la lecture & l'examen des differens projets qui auroient certainement été préparez. Le Primat luy même plus à portée & plus autorisé qu'un autre à représenter la situation & les besoins de l'Etat, auroit pû faciliter les deliberations, & en éclaircir les differens articles par un discours à peu près semblable à celuy que je luy prête icy.

Citoyens comme moy de la même Patrie, & également intéressez à son bonheur, je ne puis douter que vous ne sentiez tous vivement ce qu'elle demande de nous, & pour quel motif elle nous assemble. Agitée jusqu'à présent par une Legislation encore vague, peu certaine, & sans principes immuables, elle en attend une plus solide, plus réfléchie & plus générale depuis qu'elle a admis l'Ordre Equestre à ses conseils. Pour répondre à ses vœux, & ne point trahir son espérance, examinons donc avec maturité, quel est le Gouvernement le plus heureux que nous pouvons luy donner, & après l'avoir affermi & cimenté par les meilleures loix qu'il sera possible d'établir, tachons d'autoriser ces loix, & d'assurer l'obéissance qui leur est due, de manière qu'elles n'ayent rien à redouter de l'ambition ou de la licence.

La Pologne doit-elle continuer à être une Republique sous un Roy Electif, ou faut-il changer la forme de son Gouvernement ? en ferons nous une Aristocratie, une Democratie, ou une

Confederation générale d'autant de Republiques qu'il y a de Palatinats : en établissant dans ce dernier cas un Conseil permanent de la Nation entière, composé d'un nombre convenu de Deputez de chaque Republique particuliere.

Si nous nous arrêtons au Systême de liberté qui met un Roy à la tête du Senat & de l'Ordre Equestre; ce Roy doit-il être un Piasse ou un Etranger ? dans l'un & dans l'autre cas quels doivent être, son age, sa Religion, son rang, sa fortune, & ses qualitez personnelles ? en quel tems, en quel lieu, comment, & par qui doit-il être élu ? le Thrône sera-t-il successif sous le bon plaisir de la Nation legitiment consultée, ou deviendra-t-il purement Electif sans qu'aucune circonstance puisse introduire la succession ? si l'on veut que le Roy soit un Prince Etranger, à quelle Nation doit on donner la préférence, & quels avantages faut-il exiger d'elle pour la luy accorder ?

Les Loix précédemment établies pour le maintien de la liberté legitime sous

sous l'autorité Royale sont elles suffisantes pour les garantir de toute atteinte de sa part, & leur force n'a t elle rien à craindre des entreprises continuelles du Pouvoir Souverain? quelques précautions que nous prenions à ce sujet, la distribution des charges & des graces de l'Etat, ne peut elle fournir au Prince l'occasion & les moyens d'éluder la disposition des loix, & d'accoutumer la Nation à préférer l'intérêt particulier à celui de la Patrie? quelle ressource peut on imaginer pour éviter un abus d'une pareille conséquence?

Mais en prenant des mesures contre l'usage que le Roy pourroit faire de son autorité, craignons d'avilir la Majesté du Thrône, & de diminuer le respect dû à notre Chef, & au premier Ministre de nos Loix. Otons luy, j'y consens, tout moyen d'entreprendre sur la liberté legitime dont nous devons jouir; mais conservons luy tout le pouvoir convenable à la dignité de son rang, et capable de le faire craindre au crime & à l'injustice. Que la Loy soit assez forte pour reprimer efficace-

ment tous les efforts de son ambition; mais qu'il puisse à son tour faire respecter & observer la loy, en nous donnant luy même l'exemple de l'obeissance qui luy est due. Qu'on ne dise plus à l'avenir que nous n'avons fait une Republique d'une Monarchie hereditaire, que pour nous enrichir des dépouilles de nos Souverains, pour nous approprier leurs domaines & leurs droits, & pour nous procurer dans l'indépendance le pouvoir d'être injustes comme ils pouvoient l'être. Que la cupidité ne ramene plus ces tems si peu glorieux à la Nation, où les Jagellons estoient obligez d'aliener leurs possessions, & d'accorder de nouveaux privileges pour être en état de fournir à leurs propres besoins, & à ceux du Gouvernement. Distinguons le thrésor Royal du thrésor public; notre liberté paroît demander ce double état de finance. Mais que l'honneur de la Nation decide des revénus que doit avoir le Roy, & des avantages que nous pouvons faire à la Reine & à la Famille Royale.

Cette dernière considération jointe à plusieurs autres, me feroit panacher pour

pour l'Élection d'un Prince préférablement à un Prince Etranger, & elle me paroît donner un poids decisif aux autres raisons qui militent en sa faveur. Les graces de la Republique ne tomberoient que sur un Citoyen élu par les suffrages de ses Compatriotes, & conséquemment digne des faveurs de la Nation, capable de la servir utilement, & intéressé par sentiment à travailler pour son bonheur & pour sa gloire. D'ailleurs en éloignant les Etrangers de la Concurrence au Thrône, nous garantissons la Patrie des dissensions funestes que leurs intrigues & leurs factions y doivent necessairement occasionner, & nous sauvons encore les mœurs de nos Citoyens de l'appas de l'or & des dangers de la seduction.

Je ne dis rien de la singularité que l'on peut nous reprocher de chercher dans les Cours Etrangeres un homme pour nous commander, du mepris que nous paroissions avoir dans cette occasion pour nos Concitoyens, & du peu de cas que nous faisons de notre Couronne, en la mettant pour ainsi dire

dire, aux encheres. Je vois quelque chose de plus grave & d'une consequence bien plus dangereuse dans une pareille demarche. En appellant au Thrône les Princes Etrangers, comme il semble que vous voulez faire, les différentes Cours de l'Europe s'accoutumeront à se mesler de nos affaires. Insensiblement elles se disputeront le droit d'influer sur notre administration interieure. Nos Conseils publics se ressentiront de leur manège. Le Roy favorisera celle à qui il sera redevable de son Elevation. Graces au soin de ces Puissances, nos Interregnes deviendront des tems de trouble & de confusion; & nos Elections ne seront ny libres ny tranquilles. Enfin leur Jalousie reciproque jointe à leur Politique, prétendra nous donner des Maîtres à leur gré; & la Pologne divisée par leurs manoeuvres en différentes factions deviendra, pour leur seul intérêt, le Theatre infortuné de guerres sanglantes.

Il ne sera plus tems de remedier aux suites de notre imprudence, quand nous serons arrivez à cette deplorable situa-

situation. Nous en sentirons alors toute l'amertume, sans pouvoir en accuser que la Jalouſie que nous avons aujourd'huy les uns contre les autres, & le faux interêt qui nous ſeduit. Sans apuy, ſans forces préparées, ſans conſeil, & pour comble de diſgrace, victime ſans doute de la deſunion de ſes propres Enfans, notre triſte Patrie ſera obligée de recevoir la loy, que l'on voudra luy faire. Les différentes factions en gemiront également, & la Pologne dans cette extrémité ſe trouvera trop heureuſe, ſi elle peut conſerver du moins ſes poſſeſſions, & attendre, dans l'Anarchie où elle ne peut manquer de tomber par degrez, une conjoncture moins defavorable.

Tous ces malheurs, que l'avenir ne peut cacher à une politique éclairée, diſparoifſent par l'Election d'un Piaste. En prenant un Citoyen pour Roy, je ne vois rien à craindre pour la liberté. Soit que nous laifſions à ſa famille l'eſperance du Thrône, au cas que la Nation aſſemblée en Diette y trouve un ſujet digne d'y

mon-

monter; soit que nous voulions absolument faire circuler la Couronne dans différentes Maisons, quel desavantage pour la Patrie peut-il résulter de son Election ? dans l'un & dans l'autre cas, la Royauté ne sera qu'un Consulat perpétuel, dont une Législation sage & toute puissante empêchera tous les abus. Dans le premier, l'espérance & la gloire de laisser le Trône à ses Enfants viendront au secours des loix, pour retenir le Prince, dans les justes bornes de son devoir, & pour l'engager à mériter l'estime & la confiance de sa Nation. Dans le second, le desir & l'espérance de parvenir à la Grandeur suprême sont bien capables de faire renaître une noble émulation & l'amour de la Patrie, & de former d'excellens Citoyens pour porter la Couronne.

C'est donc à la Législation de notre Patrie, c'est à la Constitution de l'Etat qu'il nous faut donner notre première & notre plus sérieuse attention. Résolus de conserver notre liberté sous quelque espèce de Gouvernement que se puisse être, nous devons

devons nous réserver en entier le droit précieux de Législateurs. Soit en paix, soit en guerre, relativement à l'Empire, ou par rapport au Sacerdoce, une Nation libre, telle que la notre, peut seule s'imposer elle même, ou adopter les loix auxquelles elle veut obéir. C'est à elle seule à régler souverainement toutes les parties de son administration, & elle ne peut l'abandonner à la disposition d'un Prince Etranger, ou d'un Citoyen qu'elle aura placé sur le Thrône, sans perdre son indépendance & commencer sa servitude.

Mais ce droit de Législateurs, nous ne pouvons l'exercer que dans nos Diettes, & dans nos différens Con-seils. Nous n'avons donc rien de plus pressé, & de plus important à faire que de les ordonner & disposer de façon, que rien n'en puisse troubler l'ordre, la sagesse, & la dignité. Je ne crains point d'avancer que nos ancêtres n'ont fait, pour ainsi dire, qu'ébaucher & degrossir ce grand ouvrage le plus essentiel de tous, & d'où dépend

depend la gloire ou la honte, le bonheur ou le malheur de la Patrie. Attachons nous donc à en déterminer solidement la forme & le fonds. Faisons y regner la Majesté de l'Etat, & une juste subordination au bien commun, bannissons en la temerité & la licence qui les defigurent ou les détruisent, pour les remplacer par une vraie prudence, & par une sage consideration.

Comme dans nos Diettes, & dans les Diettines qui les précédent, il ne doit être question que de l'interêt public, ou de l'avantage particulier de chaque Province qui en fait partie, tout paroît naturellement devoir s'y décider à la pluralité des suffrages. Toutes les Nations les plus éclairées, & dans tous les tems ont suivi ce système, & toutes le suivent encore constamment. Cet usage général semble être décisif. Il ne nous est pas possible de nous prévenir assez en notre faveur, pour croire que tout le monde se trompe, & s'est toujours trompé à cet egard, comme nous avons fait nous mêmes sous nos Roys hereditaires

res & successifs pendant plus de six
siècles, & que nous soyons les seuls
qui ayons reconnu notre erreur en
deférant au Jugement de petit nombre
depuis 37. ans sous Sigismond I.

En effect si l'idée primitive d'une
liberté civile, c'est à dire, celle que
doit avoir un Corps politique indé-
pendant, met le pouvoir Legislatif
dans la main de la Nation, & la rend
entièrement la maitresse d'en faire
usage à son gré, la raison veut, que
si la Loy ne peut être l'expression de
la volonté de tous les membres de
cette société, elle soit du moins la
décision du plus grand nombre, &
que la Partie la plus foible ne soit pas
l'arbitre du sort de tout un Peuple.
En convenant que l'Esprit de l'hom-
me n'est pas moins sujet à l'erreur &
à l'ignorance, que son Coeur est su-
sceptible de seduction & de cupidité,
il est hors de toute vray-semblance,
que le plus grand nombre de Cito-
yens, choisis par les Provinces pour
entrer dans les conseils d'Etat, puisse
s'aveugler au point de méconnoître
le bien général, ou de se laisser se-
dui-

duire ou corrompre pour s'y opposer en le connoissant.

Mais si malgré l'evidence, l'Ordre Equestre s'obstine à se prévaloir de la nouveauté qu'il a introduite en 1536. & s'il persiste à vouloir autoriser le petit nombre à empêcher les décisions de la Republique sur ses besoins, sacrifions à la paix les Idées les plus claires, & évitons tout ce qui pourroit causer une animosité & une disunion dangereuse. Quoique cette nouveauté ait été suivie d'un Rokosz furieux, de troubles les plus pernicioeux dans nos conseils, & de la rupture de sept Diettes, laissons à la Noblesse une ressource qui luy plaît, & que sans trop d'examen elle croit necessaire au maintien de sa liberté. Contentons nous de chercher les moyens d'empêcher cette innovation d'avoir des suites nuisibles à l'état, & de prévenir en même tems ce qui, par un progrès aussi facile qu'à craindre, pourroit arriver un jour, qu'un seul Nonce s'arroge le droit de congédier la Republique assemblée, sans consulter d'autre loy que son caprice.

J'ay trop de confiance & de respect pour les Ordres assemblez icy, pour n'etre pas persuadé que le Senat & la Noblesse desirent également le bien public & le bonheur de la Patrie. Par consequent nous devons tous être d'accord sur la necessité qu'il y a de trouver l'expedient de procurer l'un & l'autre en assurant le succès & la tranquillité de nos Diettes, sans ôter au petit nombre le droit d'opposition.

Comme le plan de notre Gouvernement est fort étendu, & que le tems amene sans cesse de nouvelles circonstances où il n'appartient qu'à la Nation de statuer, je vois avec plaisir que vous êtes determinez à vous assembler tous les deux ans, & à laisser même au Roy la liberté de convoquer extraordinairement la Republique pendant cet intervalle, après avoir consulté le Senat sur la necessité de le faire.

Plus vous êtes jaloux de la Gloire de la Nation, plus ses assemblées générales vous paroissent nécessaires, & plus vous devez vous empressez à les rendre aussi utiles qu'augustes.

Elles

Elles ne peuvent être ny l'un ny l'autre, si le caprice & l'audace, le tumulte & l'interet y regnent avec impunité, & leur ôte leur activité. Quel des-agrement, quelle honte, & quel danger pour l'état de la Republique de s'assembler regulierement tous les deux ans, sans parler des Diettes extraordinaires, avec beaucoup de difficulté, de depense & d'appareil, pour se disperser ensuite sans avoir rien conclu pour les interêts & sans autre effect que d'avoir augmenté l'esprit de haine & de division parmi les Citoyens. Convenons tous de bonne foy qu'un pareil des-ordre ne peut servir que l'ambition du Roy, & la cupidité des Grands. Un tems viendra peut être plus malheureux encore, où les Puissances Etrangères, que nous voulons introduire chez nous, le regarderont comme un instrument très favorable à leurs desseins. Ce qu'il y a de bien certain & de bien evident, c'est que le corps de la Noblesse n'en peut retirer aucun avantage réel. La dissolution de nos Conseils prive au contraire l'Ordre Equestre du droit qu'il a de veiller & de

de contribuer au Gouvernement, & de prévenir ou de remedier aux abus, que la violation des loix peut introduire. La force de cette verité est trop sensible pour qu'un corps aussi éclairé puisse en disconvenir.

Supposons donc qu'il ait ses raisons pour ne pas vouloir remettre tout à la decision de la pluralité; & qu'il puisse craindre que l'autorité, le credit, & le manège ne parviennent à se la procurer au des-avantage de la Patrie. J'espere du moins qu'il ne voudra pas prétendre que l'opposition des Nonces soit purement arbitraire, sans qu'ils soient obligez de la motiver & de la justifier par des raisons fondées sur les loix. La Noblesse se resouviendra sans doute qu'elle n'a été apellée aux Conseils de la Republique en 1505 par l'Edit d'Alexandre qu'a titre de surveillante pour la deffense de la liberté, pour le maintien des loix, & pour la conservation de ses privileges & de la constitution du Gouvernement: *ut Custos libertatis, suarumque prærogativarum, legum publicarum, & juris communis.*

C'est à cette condition qu'elle prend connoissance, & qu'elle delibere conjointement avec nous sur toutes les affaires d'état. De la naît conséquemment le droit que la même loy luy donne de s'opposer à tout ce qui peut donner atteinte au dépôt confié à sa garde: *ne quid fieret in præjudicium gravamenque Reipublicæ.*

Pendant plus d'un siècle le grand nombre en a décidé, depuis que nous avons associé l'Ordre Equestre au Gouvernement. Ce n'est que depuis 37 ans que le Petit nombre des Nonces a prétendu être plus clairvoyant que la pluralité, & qu'il s'est donné le droit de rejeter ce qu'il ne vouloit point admettre.

Devons nous maintenant consentir, ou nous opposer à un pareil changement dans nos conseils? Voila la question dont il faut examiner l'importance, & sur la quelle nous avons à décider. Il seroit certainement bien desirable, & chacun le voit comme moi, de pouvoir rétablir les choses comme elles étoient à la naissance de nos Diettes. Mais s'il y à plus de danger
à voir

à vouloir proscrire cette nouveauté qu'à la tolerer, determinons nous à la souffrir plutôt, qu'à irriter le mal en voulant le guérir *ne curatione ipsa vulnus Reipublicæ rescinderetur.* C'est un conseil que nous donne le meilleur Citoyen & le plus éloquent des Romains. Cherchons donc à concilier la nouvelle prétension de l'Ordre Equestre avec la sureté & l'interêt de la Patrie.

Pour parvenir à cette heureuse & nécessaire conciliation, je demande à l'Ordre Equestre s'il entend que l'opposition du petit nombre soit purement arbitraire; ou s'il permet qu'elle soit raisonnable, & dirigée au bien de l'état par la sagesse des loix. Je ne puis penser qu'il méconnoisse assez ses veritables interêt, & ceux de notre liberté, pour vouloir que cette opposition soit independante de toute règle, & que son intention soit de remettre aveuglément le salut de la Patrie au bon plaisir de quelques Citoyens mal-intentionnez, peutêtre, peu éclairez, ou corrompus. Que seroit-ce, ô Ciel! si un seul Nonce pouvoit jamais usurper un aussi fatal Privilege.

Supposons donc, & je me flatte d'être généralement avoué de la Noblesse en expliquant ainsi ses sentimens, supposons dis je qu'elle ne veuille conserver ce droit que pour l'avantage de l'état, dans des occasions où l'on pourroit craindre l'erreur ou la séduction du grand nombre. Je suis sûr dans ce cas que nous nous rapprocherons aisément. En effet si pour prévaloir, au jugement même de l'Ordre Equestre, l'opposition du petit nombre doit être juste & salutaire à l'état, elle ne doit tomber que sur des objets qui par leur nature, ou par leurs conséquences pourroient être préjudiciables au Gouvernement. Judicieuse alors, & conforme à l'édit d'Alexandre, cette opposition ne peut qu'être utile; & le grand nombre doit céder au petit. Mais si elle n'est que capricieuse, aveugle, ou intéressée, non seulement il faut la rejeter comme indigne de vrais Citoyens; mais comme elle causeroit tôt ou tard la perte & la ruine de l'état, nous devons la proscrire avec plus ou moins de severité & d'indignation, suivant la gravité du sujet,

&

& l'espece des motifs qui l'auront fait faire.

Cet usage du *Veto* des anciens Tribuns Romains ne peut se proposer que deux choses: ou la dissolution de la Diette même, ou le refus, ou seulement la modification de quelques réglemens, ou de quelques propositions approuvées par le grand nombre. Voyons donc dans l'un & l'autre cas s'il est impossible de trouver une ressource pour legitimer un pareil usage.

Quant à la rupture de la Diette, je ne balance point à dire, qu'on ne peut la dissoudre sans des raisons de la dernière importance, & auxquelles on puisse appliquer cette première & grande maxime de toute législation legitime *Salus publica suprema lex esto.* Sans cette condition, je ne puis regarder cette entreprise que comme un crime de lezeRepublique au premier Chef, & comme l'attentat le plus téméraire. C'est insulter la Majesté de l'état, & la Nation entière dans ses droits les plus sacrez & c'est l'exposer même au mépris de l'Europe. Cepen-

dant il peut survenir des conjonctures assez graves pour justifier cet excès, & le rendre presque nécessaire.

En effect quoique toujours dangereux & violent, ce parti peut être legitime: 1. pour deffendre la Religion catholique, si l'Esprit de la Diette paroissoit peu disposé à respecter ses dogmes, ou à menager ses droits essentiels & reconnus par l'etat.

2. Pour conserver les loix fondamentales de notre liberté, & la constitution du Gouvernement, qu'à la faveur de certaines circonstances, la Cour voudroit alterer ou changer.

3. Pour éviter une guerre offensive, dans laquelle le Roy voudroit entraîner la Nation par des vuës particulieres de convenance, de ressentiment ou d'ambition.

4. Pour deffendre & garantir d'une oppression injuste des Citoyens distinguez, vertueux & recommandables par leurs services & par leur zele pour la Patrie, que l'abus de l'autorité Royale voudroit faire proscrire par la Nation.

Mais dans tous ces cas differens il faut exiger trois conditions pour que la Diette se separe, & cède à l'opposition des Nonces 1. que les Nonces opposans fassent au moins la 6me partie du nombre des deliberans actuels.

2. Qu'il soit notoire que la Diette n'a d'autre objet important qu'un de ceux qui sont énoncez dans un des 4 articles cy déssus; autrement l'opposition ne peut que faire rejeter ces objets, sans ôter l'activité à la Diette.

3. Que les Nonces opposans puissent justifier la nécessité de leur opposition au Tribunal dont je vous proposeray cy après l'établissement.

Comme les suites de pareilles Diettes pourroient être dangereuses, & même entrainer le renversement de l'état, si la pluralité paroïsoit gagnée ou seduite, alors un certain nombre de Nonces respectables, integres, courageux, & bien instruits des intentions secrettes de la Cour peuvent s'opposer à la continuation de la Diette, & luy ôter son activité.

A l'égard de l'opposition à certains réglemens, ou à quelques propositions

tions, qu'un petit nombre de Nonces voudroit faire rejeter entierement, ou du moins modifier de telle ou telle maniere; les loix anciennes, l'utilité présente bien reconnue, ou la consequence évidente de l'Objet pour l'avenir, doivent decider de la validité de cette opposition, ou de son illegalité.

Il seroit aisé de parcourir à ce sujet les occasions essentielles qui pourroient faire naître de semblables contradictions, & de les reduire à des principes généraux relativement aux différentes parties des quatre branches générales du Gouvernement. Mais le détail me meneroit trop loin; & il sera aisez tems de le faire lorsque l'on sera convenu de la nécessité de faire juger la légitimité des oppositions du petit nombre des Nonces, & que l'on aura décidé de la Jurisdiction à la quelle on doit en deférer le jugement. Il suffit pour le moment de vous dire que ces oppositions ne peuvent être admises qu'autant qu'elles pourront être pleinement justifiées par des loix expresses, par la consideration sensible du

du bien présent de l'état ou d'une Province particulière, ou par l'avantage bien reconnu quelles peuvent procurer à l'avenir. Après ces précautions, & ces éclaircissémens, voicy ce que j'ay pû imaginer de mieux pour ajuster la complaisance fraternelle, & les égards, que nous devons à l'Ordre Equestre, avec la sagesse d'un bon Gouvernement, & ce que le salut & le bonheur de la Patrie exigent de luy & de nous également.

Nous convenons tous que notre Republique a beaucoup de rapport avec celle de l'ancienne Rome; & il n'est pas moins certain au Jugement des plus profonds politiques, que tant qu'elle se seroit contentée de s'agrandir dans l'interieur de l'Italie, sa constitution étoit la meilleure qu'elle pût avoir pour maintenir avec gloire sa liberté & son Gouvernement. Convaincus que l'ambition & la cupidité sont les deux plus grands ennemis que puisse avoir une nation libre, & qu'elles sont en mêmes tems les deux passions favorites du coeur humain; ces sages Republicains avoient heureusement trouvé

les

les moyens de reprimer tous les abus qu'elles pouvoient occasionner. Les charges & les dignitez de la République étoient subordonnées de façon que l'une avoit droit de veiller sur la conduite de l'autre, & cette inspection reciproque, soumise à son tour à la vigilance générale du corps entier de l'état, ne pouvoit manquer de maintenir le bon ordre dans les différentes parties du Gouvernement, & de contenir chaque Magistrat dans l'exercice exact de ses fonctions. Aucune Magistrature à Rome qui ne fût circonscripte & l'imitée dans son pouvoir, & comptable à l'état de son administration. La République decidoit & ordonnoit tout, & chaque Magistrat civil ou militaire n'étoit que l'exécuteur des ordres de son conseil, & le Ministre de ses volontez.

Nous examinerons bientôt quel usage nous pourrions faire de cette politique Romaine pour assurer, comme eux, le succès de nos Diettes, & lier ensemble toutes les branches d'une bonne législation. J'espère vous convaincre cy-après de la nécessité de
créez

créer à leur exemple de nouveaux Magistrats en état de servir utilement la Patrie dans la circonstance singulière dont il est question. Mais comme les Diettines qui précèdent nos Comices sont la source de tout le mal, je veux auparavant chercher encore chez ces anciens Republicains les moyens de prévenir & d'abolir tous les abus qui mettent le des-ordre & la confusion dans ces conseils particuliers de nos Provinces.

Destinée à être pendant deux siècles & demi ce que nous sommes depuis le regne du Roy Louis, un état mi parti Monarchique & Republicain, Rome n'eût rien de mieux ordonné dès sa naissance que ses Comices ou assemblées générales. Comme le Peuple y confirmoit l'élection même du Roy, élu & proclamé par *L'Interrex* Magistrat particulier créé exprès par le Senat pour cet effet & après la mort du Prince, & qu'il y distribuoit les charges, les dignitez & les honneurs de l'état, on avoit eu le plus grand soin d'en écarter le trouble & le des-ordre, en remettant toutes les decisi-

ons à la pluralité des suffrages.

Ce n'étoit point assez pour la prudence Romaine, d'avoir remis le sort de la République au sentiment du plus grand nombre de ses Citoyens, il falloit encore choisir ceux qui devoient composer ce grand nombre, & donner leurs avis. Sans blesser la liberté commune de tous, il ne falloit y admettre que les plus sçez & ceux qui par leur état & leur fortune devoient prendre un plus vif intérêt au bien public. On ne peut trop admirer avec quelle sagesse & quelle industrie, les législateurs de Rome ont su concilier la liberté de tous, sans laisser à tous indistinctement l'égalité du droit de donner un suffrage actif.

Désque la guerre eut étendu la Puissance de Rome, que le tems & l'association des Peuples vaincus eurent augmenté le nombre de ses Citoyens, & que les talens, les passions, & les circonstances eurent détruit l'égalité de fortune que Romulus avoit si sagement établie entre ses sujets; cet accroissement de Puissance, cette
augmen-

augmentation de Citoyens, & cette disproportion de richesses firent changer la division qu'il avoit faite du Peuple en trois Tribus composées chacune de dix Centuries.

Servius Tullius 6me Roy de Rome le partagea en six classes formées de 193 Centuries. Chaque Citoyen étoit placé dans une de ces six classes, & distribué dans une des Centuries qui la composoit, suivant le Cens ou le denombrement des biens dans lequel il étoit compris. Ce Prince mit 80 Centuries dans la première classe, & distribua le reste dans les 5 autres, de manière qu'il n'en laissa qu'une pour la sixième. Cette Centurie étoit seule beaucoup plus nombreuse que plusieurs classes ensemble; mais elle n'étoit formée que des plus pauvres Citoyens, que l'on appelloit par cette raison *Capite censi*.

Comme on comptoit les suffrages par Centuries, la première avoit presque toujours la pluralité, & conséquemment l'avantage dans les décisions, & dans les Elections. La sixième au contraire, sans être privée du droit de

de voter, ne donnoit cependant jamais son avis, & elle étoit toujours censée se joindre au plus grand nombre. C'est ainsi que cette fameuse République, Royale alors comme la notre, sût se garantir de suffrages pernicieux & inutiles, & se procurer une pluralité judicieuse à portée de ne luy donner que des conseils salutaires, & de luy choisir des Magistrats zelez, integres, & éclairez.

Nos loix pour la tenuë des Diettines paroissent avoir suivi en quelque chose l'esprit de Rome; & il semble que la République ait senti dès le commencement que les interêt de ses différentes Provinces ne devoient pas être indifferemment confiez à tous les Citoyens. Une juste prévoyance luy a fait voir la nécessité d'un choix à cet égard, En consequence elle a mis au nombre des conditions de l'éligibilité d'un Nonce ou de celle d'un Juge, qu'ils seroient réellement possessionnez dans la terre, le district ou le Palatinat où ils seroient élus.

Mais il me semble que les loix faites à ce sujet n'entrent pas assez dans
le

le détail, & quelles devroient s'approcher d'avantage de celles des Romains. Il s'agit dans nos Diettines du choix des Nonces, & de l'instruction que doit leur donner chaque Province sur ce qui concerne le bien de la Patrie, & son avantage particulier. Que la pluralité des suffrages en décide sans exception dans tous les Palatinats; & ne souffrons pas cette bigarrure d'Élection, qui autorise contre toute règle dans quelques unes de nos Provinces, la fantaisie, l'animosité, ou l'intérêt à nous priver ainsi qu'elles mêmes des bons & prudens Citoyens qu'elles devroient envoyer à la Diette. La liberté, prise pour la satisfaction d'un caprice quelconque, n'est qu'une licence brutale qu'il faut laisser aux sauvages & aux bêtes féroces; & ce n'est que par la raison que nous meritons le nom d'hommes. Je pense donc que nous ne pouvons nous relacher à ce sujet. Une loy claire & précise, égale pour tous les Palatinats, doit prescrire exactement toutes les conditions requises pour l'éligibilité des Nonces, & des Juges des differens Tribunaux.

Ce

Ce n'est que relativement à ces conditions qu'on pourra exclure les Concurrents; & ceux, qui aux termes de la loy n'auront contr'eux aucun motif d'exclusion, doivent être élus par tout le Royaume à la pluralité des voix.

Cette première loy une fois établie pour assurer le succès des Conseils particuliers de nos Provinces, nous devons encore songer à les mettre en état de ne faire qu'un heureux choix de leurs Nonces & de leurs Juges.

Ce n'est point assez de prévenir la dissolution arbitraire de ces conseils, & l'exclusion aveugle & non motivée des Candidats, il faut encore y faire regner la décence & la paix, & faciliter l'élection de Citoyens capables de concourir avec nous dans nos assemblées générales au bonheur de la Nation, & à celui de leur Palatinat en particulier.

Il seroit donc à désirer en second lieu que nos loix entraissent d'avantage dans le détail par rapport aux possessions réelles que les Gentils-hommes d'un Palatinat doivent avoir pour jouir du droit de suffrage actif, & de
deli.

deliberation dans nos Diettines. Il faudroit fixer sans ambiguité par une loy expresse l'espece, & la quantité des terres, possessions ou revenus annuels dont chacun d'eux devroit être propriétaire, vray & effectif pour pouvoir y assister. La même loy prévien- droit toute supposition en pareil cas par une punition proportionnée & assez grave pour en proscrire l'u- sage. Senateurs, Ministres, & Non- ces, nous ne sommes pas moins inte- ressez les uns que les autres à une ré- formation aussi essentielle. Ce n'est point à des Citoyens qu'un défaut presque total de fortune rend aussi indifferens au bon ordre de la Patrie, que sensibles à un intérêt passager, que nous devons confier le succès de nos Diettines, & le choix de ceux qui doivent former avec nous les conseils généraux de la Nation.

Afsurez alors de la tranquillité & de la réussite constante des Diéttines, & certains en même tems de n'avoir parmi nous que des Nonces intelli- gens & zelez pour l'état, nous aurons à craindre bien moins de troubles &

disensions dans nos Diettes. Nous n'y éprouverions même d'autre difficulté que celle de chercher le vray bien de la Patrie, si l'ordre Equestre vouloit y rétablir la pluralité des suffrages telle qu'elle étoit jusqu'au milieu du regne de Sigismond I. Mais puisqu'il veut se réserver que le petit nombre puisse prévaloir quand il juge à propos de refuser son consentement; Rome nous offre encore une ressource contre les facheuses suites d'une pareille prétention. En la voyant créer de nouveaux Magistrats, quand elle decouvroit de nouveaux abus auxquels il étoit nécessaire de remédier, elle nous invite, à imiter son exemple; & nous apprend le moyen de nous garantir de toute influence étrangère, de toute intrigue dangereuse, & de tout intérêt particulier.

Quelque confiance que nous puissions avoir dans les Nonces lorsqu'ils auront été choisis entre les plus éclairés & les plus riches Citoyens à la pluralité des suffrages d'une Noblesse suffisamment possessionnée, nos premiers soins deviennent inutiles, si la
même

même pluralité n'est pas prépondérante dans nos Diettes. J'ay démontré cy dessus que, sans s'exposer à perdre l'état, l'opposition du petit nombre ne pouvoit pas être arbitraire; & que pour la tolérer, elle devoit du moins être relative au maintien des Loix, & conséquemment sujette à l'examen. Il s'agit donc maintenant de décider à qui nous devons déferer le droit de juger de la légitimité, ou de l'irrégularité de cette opposition.

On ne peut remettre ce droit au Jugement même de la Diète, quoique l'arbitre le plus naturel de la question. La chose est desja jugée à son tribunal, puisque dans la supposition le grand nombre s'est déclaré pour le sentiment contraire. On ne sauroit non plus s'en rapporter ny au Primat, ny à un des Senateurs ou des Ministres, ny même au Marechal des Nonces, que l'on choisiroit sur le champ pour juges. De pareils expédiens causeroient les mêmes altercations, & la même méfiance.

E a l'Etat si zai Je

Je pense donc qu'il faut avoir recours à la Création de trois nouveaux Magistrats pour conserver la pluralité dans leur décision, & faire discuter avec plus d'exactitude les raisons des Nonces opposans. Comme le Dépôt de la liberté ne peut être plus sûrement confié qu'au Corps d'un état qui a le plus d'intérêt à la deffendre, & pour ôter en même tems à l'Ordre Equestre toute inquietude sur l'établissement de ce nouveau Tribunal, je ferois d'avis de n'en choisir les Juges que du corps de la Noblesse. On pourroit donner à ces Magistrats le nom de *Censeurs*, d'*Arbitres*, ou de *Tuteurs* des loix. Les Nonces de chacune des trois Nations qui composent la Republique, autorisez à cet effet par leurs Palatinats, s'assembleroient separement pendant la Diette, & choisiroient à la pluralité des voix le Citoyen le plus instruit, & le plus digne de la confiance publique dans leur Nation.

Le Ministère de ces trois Censeurs sera de veiller à la manutention des loix dans la tenuë des Diettes. & d'y
faire

faire tout décider relativement à la Constitution de l'état telle que nous jugerons à propos de la disposer; à l'utilité évidente d'un changement qui pourroit être proposé dans la suite, ou aux conséquences nécessaires qui en résulteroient.

Sur ces trois principes généraux ils jugeront de la légalité, ou de l'abus de l'opposition du petit nombre de Nonces qui voudroient rompre la Diette, ou empêcher quelques unes des décisions arrêtées par la pluralité. Ces Nonces seront citez dans le moment par le Marechal de la Diette au Tribunal des Censeurs, & obligez d'y comparoitre dans les 24 heures, & d'y rendre compte des raisons de leur opposition. Comme elle doit être fondée sur des loix bien claires, ou sur l'utilité sensible de la Patrie; les Censeurs les jugeront sommairement & sans delay suivant les formes prescrites par un règlement particulier qui sera dressé à cet effet; & tel qu'il puisse être, la Diette déférera à leur jugement.

Nous

Nous pouvons quant à présent borner les fonctions de ces Magistrats à ce seul objet: mais rien n'empêcheroit de les étendre davantage dans la suite comme fît Rome, suivant les occasions où leur ministère paroîtroit utile à la Republique. En augmentant leur nombre jusqu'à neuf, ces Censeurs ou Tuteurs des loix, pourroient être les surintendans de la Police interieure du Royaume; en spécifiant les différentes parties qui seroient soumises à leur inspection, & à leur autorité. Alors le College de ces Magistrats seroit chargé de reprimer les abus commis dans l'administration de la Justice, & des différentes charges de l'état; & on pourroit luy attribuer le pouvoir de veiller sur la réformation des mœurs, sur les progrès d'un luxe excessif, sur des excès publics & scandaleux, sur la venalité des charges, & sur la corruption des suffrages dans les différentes élections. En un mot les circonstances régleront l'étendue qu'il conviendrait de donner à leur ministère.

Com.

Comme toute loy, & toute Magistrature établie pour la faire executer, est vaine & sans effect, si elle n'est revetuë d'une force suffisante pour se faire obéir; Si l'on trouve à propos de porter jusque là l'autorité du College des Censeurs, je crois qu'il seroit nécessaire d'attacher à leur Tribunal, & de soumettre à leurs Ordres un nombre de troupes capables d'en assurer l'exécution. Ces troupes seroient à la solde de l'Etat, & indépendantes de tout autre commandement. En cas d'excès commis contre elles, ou d'une résistance seditieuse & violente, sur la simple requisition des Censeurs les Officiers des troupes de la Republique seroient obligez de marcher avec tel détachement dont ils auroient besoin, pour soumettre les seditieux & les forcer d'obéir aux loix.

Plus les ministère des Censeurs deviendroit important & considerable, plus il faudroit s'assurer de leur integrité, & de leur des-interessement dans les fonctions de leur charge. Si la Republique leur confie le dépôt le plus sacré de son autorité en les ren-

dant

dant les *arbitres* & les *deffenseurs* des loix, de la liberté, de la Justice, & des mœurs, ils doivent aussi luy rendre le compte le plus authentique & le plus exact du detail de leur conduite. C'est à nous à decider 1. de l'étenduë de leur pouvoir, & de la durée de leur ministère: 2. S'ils doivent être continuës ou non dans leurs charges après l'expiration du terme que nous aurons fixé: 3. quel doit être le salaire & l'honorifique de leur dignité pendant qu'ils en rempliront les fonctions: 4. quand & comment ils doivent rendre compte de leur administration à des Commissaires qui seront nommez par la Diette pour être ensuite jugez par elle sur leur rapport: 5. enfin quel doit être leur recompense relativement à la nature de leurs services, & au tems qui aura été prescrit pour la durée de leur ministère, où quelle sera leur punition suivant la gravité des prévarications dont ils seront convaincus.

Si ce projet de réformation pour le succès des Diettines & des Diettes
peut

peut paroître utile & convenir aux Ordres assemblez nous pourrons former une Commission de personnes les plus en état de bien séconder nos vûes, & nous chargerons cette Commission de régler la Jurisprudence & l'Oeconomie de ce nouveau Tribunal, & de combiner mûrement & avec sagesse tout ce qui en peut rendre l'établissement plus avantageux.

Certains desormais par toutes ces précautions du bon ordre, de la tranquillité, & du succès tant des Conseils particuliers de nos Provinces, que des assemblées générales de la Nation, ne conviendrait il pas d'en établir un permanent auprès du Roy, pour la représenter dans l'intervalle des Diètes; & qui soit chargé des différentes parties de l'administration publique, & de l'exécution des nouvelles Constitutions des Ordres?

Je fais que nos Roys de la famille des Jagellons ont eu auprès de leurs personnes des Senateurs & des Ministres pour les aider de leurs Conseils dans les occasions. Mais puisque l'Ordre Equestre consulte avec nous
dans

dans les Diettes sur toutes les affaires d'état, pourquoy, au lieu de nos Senatusconsultes ne l'admettrions nous pas dans un Conseil permanent, & intermediaire d'une Diette à l'autre. Ce second droit n'est que la suite naturelle du premier; & la Noblesse ne doit pas prendre moins d'interêt que nous à l'exécution des loix que nous établissons de concert avec elle, ny à la décision des affaires imprévuës qui peuvent survenir dans le Cours de deux années. Je serois donc d'avis que dans chaque assemblée générale la Chambre des Nonces choisît & nommât aussi des Deputez de chaque Nation pour former avec les Senateurs le Conseil permanent de la Republique qui doit toujours être auprès du Roy.

Si nous pensons en vrayes Patriotes nous ne devons point regarder avec peine ce nouveau droit que je vous propose d'accorder à la Noblesse. Le bien de la Patrie nous fait un devoir de luy former des Citoyens instruits de ses veritables interêt,

rêt, & capables de la servir avec utilité. Préferons donc son avantage au vain honneur, de consulter seuls avec le Roy dans l'intervalle des Diettes; & que l'Ordre Equestre admis à nos deliberations, soit témoin de la constance de notre zèle pour le bien public, & apprenne à connoître plus à fonds les différentes branches de la legislation, & les vrais principes d'un Gouvernement tel que le notre.

Ce nouveau privilege en redoublant l'amour de la Noblesse pour la Patrie, ne peut que contribuer à luy faire acquérir les connoissances nécessaires pour figurer parmi nous avec honneur. Une noble émulation & l'esperance des graces sont deux motifs bien propres à la tirer d'une oisiveté infructueuse, & en peu de tems nous aurons le plaisir de voir sortir de l'Ordre Equestre des hommes d'Etat & de bons Legislatteurs. Il ne s'agit que de decider de quelle manière ces nouveaux Conseillers de la Republique doivent être élus dans chaque Diette. Imiterons nous Romulus dans

dans l'élection qu'il fît faire des premiers Sénateurs, & des Chevaliers Romains: & comme cet habile Prince en remît le soin aux trois Tribus & aux 30 Centuries dans les quelles il avoit divisé ses sujets, ferons nous élire nos Confesseurs par les trois Nations assemblées separement pour cet effect, ou vous paroît-il plus convenable de leur faire proposer par le Marechal de la Diette, les sujets qui luy paroîtront le plus meriter le choix de leur Nation.

Examinons ensuite quelle doit être la forme des délibérations de ce Conseil intermediaire formé d'un certain nombre de Sénateurs & de Nonces. Doit-il délibérer sans distinction, & en commun sur toutes les affaires d'Etat, ou faut-il en former 4 Conseils particuliers relativement aux 4 parties du Gouvernement *Police, Jurisprudence, guerre & Finances*? Si l'on prend ce dernier parti, qui met beaucoup plus de clarté & d'ordre dans l'administration en bornant à un objet général l'attention des Conseillers

lers d'Etat; de combien de Senateurs & des Nonces composerons nous chacun de ces 4 Bureaux? ce nombre déterminé, quel règlement devons nous faire pour assigner à chaque département l'Objet propre dont-il doit s'occuper. Enfin comment faut-il régler la maniere dont ces 4 Conseils d'Etat rendront compte à la Diette de leurs différentes décisions.

Ces premiers principes de Gouvernement, & ces loix fondamentales d'une police générale ainsi établis, je me contenteray de jeter seulement un coup d'oeil sur les trois autres parties de l'administration publique. Il suffit pour le moment d'en bien saisir l'Objet, & de les poser sur des bases solides, & propres à recevoir tous les accroissemens dont le tems & l'expérience nous montrerons l'utilité. Il sera alors très faciles de leur donner le degré de perfection qu'elles doivent avoir.

Depuis la distinction du *Tien* & du *Mien* que la cupidité & la multiplication des familles ont introduites, la distribution de la justice entre les
sujets

sujets d'un Etat, est sans contredit la partie du Gouvernement qui merite le plus l'attention du Ministère public. C'est d'elle que depend ce que les hommes ont de plus cher, la *fortune, l'honneur & la vie*; & la deffense de ces trois sortes de biens a fait diviser la Jurisprudence en *civile & criminelle*. Cette Jurisprudence doit être sage, claire, uniforme pour tout le Royaume, & universelle, c'est à dire, qu'elle doit embrasser dans le corps de sa legislation tous les evenemens ordinaires & extraordinaires, & tous les cas differens que le cours de la societé peut faire naître.

Nous sommes bien éloignez d'avoir une pareille Jurisprudence, & la fameuse assemblée de Villicza sous Casimir le Grand, & toutes les declarations, ordonnances. & edits de nos Jagellons ne nous offrent qu'un corps de loix privées aussi confus qu'imparfait. Mais sans avoir recours aux Pays étrangers, comme fît Rome pour composer ses loix des douze tables, je crois qu'il suffit de choisir dans les

Senat

Senat & dans l'Ordre Equestre des Commissaires intelligens & éclairez pour travailler à ce grand ouvrage. Nous pourrions leur confier le soin de former & de rediger un corps complet d'une Jurisprudence decisive sur toutes les especes d'engagemens & de conventions, soit verbales soit par écrit, que les Citoyens peuvent faire entr'eux, ou sur les differens excès, violences ou crimes qui sont la suite des passions. Ce Code ainsi formé par nos plus habiles Jurisconsultes, seroit ensuite examiné & approuvé par la Nation assemblée en Diette extraordinaire convoquée pour cet effect. Il deviendro it alors une loy de l'Etat commune à tout le Royaume, & le *droit civil & criminel* de la Pologne suivant lequel chaque Jurisdiction seroit obligée, sous peine de prévarication, de juger toutes les causes soumises à sa compétence.

En attendant la redaction d'un Code aussi nécessaire, & dont la confection demande les recherches les plus profondes, ainsi que le travail le plus réfléchi, nous pouvons laisser
subsi.

subſiſter nos Grods, nos Jugemens ter-
reſtres & généraux tels qu'ils ſont,
en permettant cependant l'appel de
ces différens Tribunaux aux futures
cours ſouveraines.

Mais en donnant à nos commis-
ſaires pour la réformation de nôtre
jurisprudence le ſoin d'une colle-
ction auſſi complète que judicieuſe
de loix civiles & criminelles, n'ou-
blions pas de les charger de drefſer
en même tems une *Police générale*, ou
ordre judiciaire qui régle avec précifi-
on toutes les parties de la distri-
bution de la juſtice dans tous les Tri-
bunaux.

Cet Ordre Judiciaire doit fixer 1.
la qualité, le pouvoir, & la ſubordi-
nation des différentes juridiſtions qui
doivent être dans chaque Palatinat,
Terre ou diſtrict. 2. Le nombre, l'é-
lection, le ſalaire, les prérogatives &
les fonctions des juges de chaque ju-
ridiſtion. 3. L'eſpece & la nature
des affaires qui ſeront des ormais de
leur reſſort. 4. Le lieu, le tems, &
la durée de leurs jugemens. 5. Enfin
la forme Juridique la plus ſommaire,

& la moins susceptible de longueur & de détours artificieux que l'on fera tenu d'observer dans chaque procédure.

Lorsque la Pologne étoit un Royaume absolu & héréditaire, les Roys étoient les seuls Juges de leurs sujets tant au civil qu'au criminel. Dans les Provinces la justice se rendoit au nom du souverain sans règle aucune, & sans loix écrites. Les Palatins, & les Castellans jugeoient tous les différens suivant leur capacité, ou comme bon leur sembloit; & la plus part en renvoioient le jugement à des substituts ou Vicc-gerens qu'ils commettoient à leur place. Mais toutes les causes ressortissoient par appel au grandes audiences, ou Parlémens généraux, *Colloquia generalia*, que le Roy tenoit luy même chaque année.

Depuis Casimir le Grand la Justice a pris une forme moins irregulière, & chaque Palatinat, terre, ou district a eu des Grods & des Jugemens terrestres. Mais la partie, qui se croioit lezée dans ces Jurisdicctions, avoit le droit d'en appeller au Roy, dont les grandes occupations, ou les longues

F. absen-

absences éternisoient en quelque fa-
 con les procès. Cette multitude d'affaires à juger définitivement a donné naissance à l'assessorerie, & nos Roys, principalement les deux Sigismonds, chargeoient les Chanceliers de prendre connoissance de ces différentes affaires pour leur en faire le rapport, & leur en faciliter ainsi le jugement. Mais cet arrangement n'étant pas assez expéditif au gré de la Noblesse, qui se consumoit en frais pour attendre une décision, elle s'est déterminée depuis peu d'années dans quelques Palatinats à établir de son autorité, & sans l'aveu du Roy même, des Tribunaux supérieurs, où ressortissent en dernier appel les causes des Jurisdictions inférieures.

Voilà l'état actuel de l'administration de notre Justice distributive. Au lieu de ces Tribunaux nouvellement établis dans un petit nombre de Palatinats, ne pourrions nous point substituer 4. Cours Souveraines en Pologne, une pour la Grande, une pour la Petite, & les deux autres pour les Provinces qui ont été annexées à l'une & à l'autre par la Constitution de

1569? A l'égard de la Lithuanie, puisque ce grand Duché vient d'être solidement incorporé à la Couronne par la même Constitution, ne pourroit on pas le diviser en deux parties orientale & occidentale, & y établir deux de ces Cours souveraines, dont nous determinerions l'ordre & l'Oeconomie particulière.

Nous pouvons également donner une forme constante & réglée aux Jugemens de l'Assessorerie. Le Grand Chancelier, & le Chancelier dans son absence, en seroient les Présidens, & jugeroient sans appel à la pluralité des voix avec six Assesseurs. Ces Assesseurs seroient nommez par le Roy même à la recommandation du Grand Chancelier & ce Tribunal ne pourroit connoître que des affaires du fisc & des biens Royaux.

Enfin établissons un Tribunal suprême ou un Conseil privé de la Diette. Qu'il soit composé, sous le Roy qui en sera le Chef, de tout le corps du Senat & des Nonces qui auront été Commissaires du Conseil d'Etat permanent & intermediaire depuis la

Diette précédente. Ce Tribunal supérieur prendra connoissance des causes majeures, que vous jugerez à propos de luy réserver, soit en première instance, soit par appel des Cours souveraines.

Nos Conseils & notre Jurisprudence ainsi disposez & réformez, il ne nous reste qu'à régler aussi judicieusement nos finances, & ce qui regarde la guerre. Après une législation sage, & un Gouvernement ferme pour la faire respecter & oblèrver, l'abondance & une fidele & exacte administration des finances est la source, & le principal nerf de celle de l'Etat. L'opulence excessive de quelques particuliers a toujours été la cause de la corruption des moeurs, & de la ruine d'une Republique; au lieu que les richesses de l'Etat ne servent qu'à en assûrer la gloire, le bonheur, & la deffense. Mais il faut qu'elles ne soient destinées qu'à ces seuls objets par la prudence du Gouvernement; & que la loy sache forcer à l'integrité tous ceux à qui elle en confie l'administration & le maniement.

En

En effect c'est au thrésor public à fournir aux dépenses nécessaires pour les besoins du corps politique, pour maintenir le bon ordre, & la tranquillité des Citoyens, pour travailler à l'embellissement des Villes, & pour contribuer à l'établissement & à l'entretien des hospitaux, ces aziles de l'infirmité & de la misère si dignes des soins de la Religion & de l'humanité. C'est au fisc de l'état à pourvoir à sa défense contre les ennemis étrangers, à payer tous les Ministres utiles, à faciliter l'avantage & l'agrandissement du commerce, à favoriser la culture & le progres des sciences & des arts: en un mot c'est au thrésor de la Patrie à procurer à tous les Citoyens les secours, que des enfans sont en droit d'attendre & d'exiger d'une Mere tendre & vigilante.

Puisque la Republique doit veiller au bien général de la société civile; & qu'elle a besoin de fonds abondans pour nous rendre heureux, nous devons tous nous empresser à luy payer le prix de notre bonheur. Mais en convenant de la nécessité d'enrichir

chir son thrésor, nous devons chercher à le faire sans surcharger nos Citoyens. Avant donc d'en venir à des impositions qui pourroient paroître onéreuses, quoique nécessaires, voyons ce qui pourroit grossir nos finances sans prendre sensiblement sur la fortune des particuliers.

Examinons d'abord s'il n'y a point de privilèges abusifs soit du Clergé, soit des Palatinats, soit des Villes ou de quelques Particuliers, dont la suppression, ou du moins la modification puisse nous donner des secours. Considérant ensuite les biens immenses que l'établissement de la liberté à retranchez des Domaines héréditaires de nos Roys, pour en faire la récompense & le salaire du mérite, & des services rendus à l'Etat, ne pourrions nous pas les regarder comme des terres conquises sur l'ennemi, & imiter Rome dans le partage qu'elle en faisoit. Réservons en, à son exemple, une portion légitime pour la République; & comme ces biens sont de pures graces de l'Etat, il est juste qu'ils contribuent davantage aux dépenses.

penſes publiques que les poſſeſſions héréditaires.

En troiſième lieu n'avons nous aucun réglemant lucratif à faire, ſoit ſur l'entrée des différentes marchandées étrangères, ſur tout celles qui ne ſervent qu'à introduire le faſte & le luxe; ſoit ſur l'importation des vins & des liqueurs, ſoit enfin ſur l'exportation des grains, & la conduite des beſtiaux chez l'étranger ? Les Juifs ne peuvent-ils ſupporter d'impoſition plus forte ; & en facilitant d'ailleurs par quelque moyen les reſources de leur commerce, ne pourroient-ils pas augmenter le prix de l'azile favorable que nous leur donnons ? La conſommation des différentes d'entrées, & l'entrée des provisions de toute eſpece dans les grandes Villes ne peut-elle leur procurer quelque ſoulagement pour les frais des travaux publics ?

4. Les Mines d'Olkusz, & les autres qui peuvent ſe trouver en Pologne, ne méritent-elles pas la peine d'être ouvertes pour en-tirer les matières néceſſaires à la fabrication de nouvelles eſpeces ? cette fabrication
reglée

réglée sur le pied & la valeur des monnoyes des Nations voisines & commercantes, n'offre-t-elle aucun profit à faire ?

Si toutes ces ressources, & tant d'autres, dont le detail seroit trop long, paroissent insuffisantes, n'est-il pas absolument nécessaire de faire alors une imposition générale sur tous les biens fonds sans exception. Deux moyens se présentent pour la rendre équitable & proportionnelle. Nous pouvons 1^{mo}. Ordonner la rédaction d'un Cadastre exact de toutes les terres de la dépendance de chaque Palatinat, ou district, tant en Pologne, qu'en Lithuanie, avec l'indication des possesseurs héréditaires, & la juste appréciation de leur valeur. Cette operation faite, nous conviendrons de l'impôt qu'il faudroit mettre sur chaque arpent de terre relativement à l'estimation de son produit; & sur le nombre de ces arpens compris dans l'étendue d'un Palatinat ou district, nous réglerions la somme qu'il seroit obligé de payer annuellement à la Caisse générale.

générale. 2do. Si ce travail paroît long, dispendieux, & difficile, nous pouvons examiner & décider qu'elle somme il est nécessaire de faire entrer chaque année dans le trésor de la Republique; nommer ensuite un nombre suffisans de Commissaires pour en faire une judicieuse répartition sur les Palatinats, terres, & districts différens, & laisser aux Magistrats & Dignitaires de ces Provinces le soin de l'imposer proportionnellement sur les propriétaires des biens fonds.

C'est ainsi que nous pourrions composer à l'Etat un Patrimoine digne de la grandeur de la Nation, & lui ménager les moyens d'en soutenir le bonheur & la gloire. Mais si l'établissement de ces fonds publics est indispensable, le soin de leur administration est ce qui doit nous occuper le plus sérieusement. S'il est vrai qu'un Citoyen, sans se rendre indigne de l'être, ne peut refuser à sa Patrie le prix des avantages & de la tranquillité dont elle le fait jouir, il n'est pas moins certain, qu'il est en droit de s'assurer que le Ministère public em-
plo-

ploye avec toute l'Oeconomie & l'integrité possible ce que les besoins de l'Etat exigent de chaque particulier. Graces à la corruption du coeur humain, il est peu de Phocions, d'Aristides, & de Fabricius à l'epreuve de l'appas de l'or. Quand on a la facilité de s'enrichir, rarement le devoir & l'honneur l'emportent sur la cupidité; & on devient presque toujours en pareil cas peu scrupuleux sur les moyens d'entasser des richesses. Mais si la cupidité est adroite & ingénieuse, la sagesse n'a pas moins de ressources pour prévenir ses artifices, & pour rendre inutile son industrie.

Sans vous arrêter icy par un detail trop étendu sur les moyens de garantir les fonds publics de l'infidélité & de la dissipation; il suffit de vous dire que c'est à la Nation à statuer sur la totalité de ces fonds qui doivent former les révenus de l'Etat, & à déterminer en même tems les objets de la depense fixe & annuelle. C'est en suite au Conseil des finances à suivre exactement chaque année.

année le produit réel de ces révenus ordonnez par la Nation , à décider de la nécessité ou de la convenance des depenses extraordinaires & impreuës, & à en rendre à la Diette avec grand Thresorier un compte aussi fidele qu'authentique.

Je ne m'arrêteray pas long tems non plus sur la quatrième partie du Gouvernement dont il me reste à parler. C'est cependant celle qui fait le plus de bruit & qui a le plus d'éclat; & par un renversement de raison, on a réservé la gloire la plus brillante pour les Conquerans & pour les Conquêtes: ce qui dans le vray des choses signifie, qu'on préfere à tout la désolation de la terre, & la destruction du genre humain. Mais comme l'ambition des Souverains , & la fureur humaine ont fait de la guerre un mal nécessaire, quoique ce soit aux yeux de la sagesse le fleau le plus cruel, & si j'ose le dire, la honte de l'humanité, l'honneur de notre Nation, & même notre propre sûreté nous fait un devoir essentiel de nous mettre à cet égard sur un pied respectable

ble. Puisque une Nation pacifique & sans armes seroit bientôt le jouet & la victime de ses voisins, faisons perdre aux nôtres l'espérance de nous attaquer impunément. Qu'ils nous regardent plutôt comme des amis puissans, utiles, & dignes d'être ménagés, que comme un Peuple debonnaire, & prêt à se soumettre, quand on voudra se donner la peine de le subjuguier.

Il me semble, que l'Etat Republicain que nous avons choisi, & qui nous convient, nous défend d'aspirer au titre de Conquérans. Rome ne commença à se corrompre & à panacher vers la servitude que lorsque non contente de la conquête de l'Italie, elle ambitionna celle du monde entier; & on a toujours reconnu que les plus vastes & les grands empires ne sont pas les plus heureux, ny les mieux gouvernez. Mais sans prétendre à reculer nos frontières, nous sommes obligés à les mettre hors d'atteinte.

La Livonie entière que ses Souverains viennent de nous donner librement

ment pour prix de la protection de nos armes, & pour se conserver une partie de leurs Etats, dont leurs ennemis vouloient totalement les dépouiller, nous a desja engagez dans une guerre qui peut devenir longue & sanglante. Les victoires multipliées, que Sigismond Auguste a remportées sur les Moscovites, ne nous ont conduit qu'à des trêves qui ramèneront bientôt les hostilités. Préparons nous donc à les soutenir avec avantage, & ne nous laissons point enlever par notre faute une aussi belle Province, & qui nous appartient si légitimement.

Sans nous reposer sur la lenteur de nos Diettes, ny sur l'imposition momentanée & toujours contentieuse des subsides nécessaires, il seroit à souhaiter que le thrésor de la Couronne fût assez riche pour fournir à l'entretien d'une armée de 35000 hommes toujours subsistante; & que celui de la Lithuanie en pût soudoyer une de 15000. Nous ne verrions point alors dans nos troupes une infanterie
aussi

aussi misérable, & ramassée au hazard, ny ces compagnies étrangères qu'on a desja fait venir pour nous deffendre, comme si nous n'étions pas capables de le faire par nous mêmes. Notre Cavalerie, connue, & renommée depuis le tems d'Alexandre le Grand, distribuée desormais dans differens corps réguliers, & soumise à l'exactitude de la discipline militaire, ne combattroit plus au hazard & sans attendre l'ordre; mais elle apprendroit que l'honneur consiste à obeir à un commandement legitime. Enfin à la moindre occasion, nous ne serions point obligez de mettre en mouvement toute la Noblesse, & d'en former des troupes aussi mal exercées, que lentes à s'assembler, difficiles à rétenir sous les drapeaux autant de tems que le succès d'une entreprise paroît l'exiger.

Ne croiez pas que la depense pour l'entretien & la solde d'une pareille armée, toujours en état d'agir en paix comme en tems de guerre pour le service de la Republique, fût à charge à la Patrie. Ce seroit au contraire une ressource bien honorable pour

la Noblesse, & bien propre à la tirer de l'ignorance & de l'oisiveté. La Jeunesse y trouveroit une occupation aussi noble, qu'utile pour son propre avancement, & pour la deffen-
se de l'Etat. Par un entretien honnête, l'élévation aux grades supérieurs, & des recompenses honorifiques & lucratives, que la Republique accorderoit aux militaires qui se distingue-
roient, elle rendroit bien avantageu-
sement à chaque Famille, ce qu'elle en recevroit pour soutenir & payer un pareil corps d'armée.

Si ce plan militaire peut vous con-
venir, nous pourrions charger le Con-
seil de guerre d'en arranger les diffé-
rentes dispositions, & d'en régler l'Oe-
conomie, pour le faire ensuite aprou-
ver par la Diette. Mais le commande-
ment d'une armée aussi considérable,
dans un Pays tel que le notre, donne-
roit au Roy, ou aux grands Généraux
établis depuis 60 ans, un pouvoir fort
à craindre, s'il n'étoit pas limité. Ren-
fermons donc l'autorité de ce cōman-
dement dans des bornes qui ne puis-
sent

sent jamais allarmer la liberté. Celle de Rome ne fût détruite & asservie que par les Généraux qui avoient porté le plus loin la Gloire de ses armes. Contentons nous donc de laisser aux autres tout le pouvoir dont ils ont besoin pour faire observer la discipline militaire, pour exciter l'émulation dans le service, & pour exécuter avec succès les Ordres de la République; mais otons à l'ambition les moyens d'abuser d'une charge aussi importante.

C'est ainsi que notre Gouvernement prendra une forme régulière & durable. Tous les pouvoirs des différentes dignitez, balancez les uns par les autres, & subordonnez comme l'autorité Royale même au pouvoir suprême de la Nation, aucun d'eux ne sera à craindre, & nous verrons l'ambition & la cupidité hors d'état de rien entreprendre. Les ordres de la République ou assemblez en Diette, ou présens par leur Deputez à tous les Conseils d'état, seront sans-cesse occupez des intérêt publics, & attentifs aux différentes parties de l'administra-

nistratation générale: La loy sera la
seule Souveraine de la Pologne: Le
Roy puissant, respectable, & accrédité
par elle, en sera le Tuteur & le pre-
mier Ministre en donnant l'exemple
de la soumission qui luy est due: & la
Nation seule législatrice avec son
Roy dans ses assemblées générales,
n'aura d'autre joug que celui qu'elle
jugera à propos de s'imposer par ses
loix pour asurer de plus en plus sa
liberté, son bonheur, & sa gloire.

Tel pouvoit être, Mon Prince, le
discours du Primat Uchanski à l'ou-
verture de la Diette de Convocation
de 1573. Faites maintenant la com-
paraison du plan de Gouvernement
qu'il auroit dû proposer, avec ce ca-
hos informe de legislation, que vous
présente l'élection de Henry de Valois.
Mon travail n'est cependant qu'u-
ne bien foible ébauche du plan qu'un
Ministre habile & pénétrant, ou qu'un
Sénateur aussi bien intentionné pour
votre Patrie, que profond dans la Po-
litique, auroit pû donner aux Ordres
assemblez. Avec quelle sagacité
& quelle adresse de pareils Citoyens

n'auroient-ils pas cherché à concilier les privilèges d'un état libre, avec l'autorité nécessaire d'un Roy Electif? Quel ordre & quelle clarté n'auroient-ils pas sù repandre sur toutes les parties de l'administration; & après leur avoir assigné à chacune l'objet particulier de leur Regie, avec quel art, & avec quel discernement ne les auroient-ils pas ramenées à ce point d'unité, que demande un tout bien assorti.

On ne trouveroit point aujourd'huy dans le recueil de votre droit public cette immensité de Constitutions la plus part contradictoires, dont on se sert hardiment pour avancer le faux & le vray; & qui dans les assemblées les plus graves & les plus respectables de la Nation excitent souvent des disputes aussi indécentes que ridicules. On n'y verroit point cet amas de décisions de toutes couleurs qui confondent les intérêt de l'Etat, avec ceux des moindres particuliers, & les affaires les plus importantes avec les choses les plus ordinaires.

Les

Les loix fondamentales de l'Etat, tel qu'il se seroit formé après la mort de Sigismond Auguste, commenceroient la collection de vos Constitutions; & cette collection ne se seroit augmentée & grossie, que par les loix nouvelles que la Republique auroit pû faire par raport au Gouvernement. Les Constitutions relatives aux Privilèges ou aux affaires des Palatinats, terres, & districts; celles qui auroient décidé des droits du Clergé, des fondations, & franchises des Maisons Religieuses, des établissemens, avantages & reglemens; des Academies; des fonds & des grâces accordées aux Hospitaux, ou des dons, concessions & exemptions en faveur de quelques Particuliers; toutes ces Constitutions, dis-je, seroient comprises dans des volumes séparés; & deposez à la Chancellerie qui auroit été chargée d'en delivrer des extraits Juridiques aux interressez. En un mot le droit public de Pologne ne contiendrait que les loix constitutives de l'état, les droits & les obligations du Roy, les prérogatives & les devoirs des Senateurs & des Ministres,

& les Privilèges de l'Ordre Equestre.

On n'y trouveroit point parmi les résolutions d'une Diette sur des affaires d'état, un titre aussi singulier que celui de *Declaration sur le déluge: Deklaracya o potopie*, pour designer l'arrangement que l'on avoit jugé à propos de prendre au sujet d'une très riche tapisserie dont le Roy Jean Casimir avoit fait présent à la République, & qui représentoit ce grand événement.

En élaguant ainsi tout ce qui étoit étranger au corps de l'Etat, on auroit rendu les *Pacta Conventa* bien moins compliquez & moins embarrassans. Il auroit suffi d'y faire mention de ce droit Public, d'obliger le Roy à se soumettre à l'entière exécution de ces loix fondamentales, & de l'engager à remplir dans toute leur étendue les nouvelles Conditions, que la circonstance des tems, ou la fortune du Candidat élu, auroient pû faire exiger de luy. Les ordres de l'Etat n'auroient point cherché leurs droits & leurs devoirs dans des volumes immenses remplis

plis de loix obscures, & souvent contraires les unes aux autres. Les corps Ecclesiastiques & séculiers auroient pareillement sù à quoy s'en tenir sur leurs différentes prétentions. Chaque partie du Gouvernement auroit eu sa règle constante & invariable; & le Code du droit privé auroit fixé la Jurisprudence, & la forme de la procédure dans tous les Tribunaux de justice.

Il y auroit près de 200 ans que la Pologne jouïroit de tous ces avantages, qu'il faut nécessairement qu'elle se procure, si elle veut travailler à son bonheur, & mettre de l'ordre & de la solidité dans son Gouvernement. Je suis persuadé, Mon Prince, que vous serez surpris que l'on n'ait pas pensé à le faire lors de l'établissement de la libre Election de vos Roys. Telle qu'on la laissa alors, elle ne pouvoit manquer de devenir la source de tous les malheurs de l'état. On ne fût pas long tems à s'en apercevoir. Des les premières années du Regne d'Etienne Battory, les plus sages de l'Ordre du Senat & de la

Noblesse prièrent ce Grand Roy de mettre par une loy expresse plus de certitude & de régularité dans la forme des Elections futures. Il le tenta inutilement. Quoique hors d'état d'avoir des enfans de la Reine Anne Jagellon qui avoit alors plus de 75 ans; quoi qu'il y eût peu d'apparence qu'il voulût se remarier après la mort de cette Reine qui luy survecût; & qu'il méritât plus qu'aucun des Princes qui avoient monté avant luy sur le Thrône de Pologne, & qu'aucun de ses Successeurs, l'estime & la confiance de la Nation; la Noblesse trouva à propos de chercher du mystère dans sa conduite, & elle le soupçonna de vouloir gêner les suffrages. C'est alors que l'on entendit ce beau principe qu'une élection libre n'admettoit point de loix; & que la plus légère en détruiroit la liberté: *Ne imminueretur Libertas, si legibus clauderetur.* Comme si dans un corps politique la liberté affranchissoit les Citoyens du joug de la prudence & de la raison; & que la fantaisie & le caprice dûs-

sent

sent être la seule loy d'un Etat libre.

Dés lors la licence a pris la place d'une liberté legitime. On a fait des Loix à la vérité mais sans leur donner d'autorité suffisante pour reprimer sa rivale. Elle a toujours regné en Souveraine; & si elle a été obligée de plier sous la fermeté de quelques uns de vos Roys elle a bientôt repris le dessus, & vous a conduits enfin à une Anarchie presque totale, assez semblable au regne malheureux de ces douze Palatins, qui succedèrent à Vanda; & sous lequel, au temoignage de Cromer, chacun étoit son Roy & sa loy: *Sibi quisque Rex & lex erat.*

Tant il est vray. Mon Prince, que depuis que vous avez pensé à faire de la Pologne un Royaume Republicain, vous n'avez jamais bien compris ce que c'étoit qu'une liberté legitime, & qu'elle étoit seule capable de faire le bonheur de votre Patrie. Vous n'avez songé qu'à détruire l'autorité du Roy; au lieu qu'il falloit faire de votre Prince le Tuteur & le sujet de la loy. En privant les loix de la force majeure qui doit les soutenir, les Polonois
ont

ont paru ne vouloir d'autre guide & d'autre maître que leur bon plaisir & leur volonté. On peut dire que c'est un vray miracle que vous ayez subsisté aussi long tems dans un pareil des-ordre; & je crois que c'est ce prodige, qui a donné lieu à cette ancienne maxime que j'ay trouvé consacrée dans plusieurs de vos auteurs: *confusione & disordine stat res Polona*; bien différente de celle des Romains: *Moribus antiquis res stat Romana virisque*.

Il est vray que votre Republique s'est soutenuë au milieu du des-ordre & de la confusion; mais ce seroit luy faire tort d'entendre par là, qu'elle ne pourroit subsister sans les deux vices les plus dangereux & les plus à craindre dans toute forme de Gouvernement. Il est étonnant que l'augmentation successive de la licence & de l'anarchie ne vous ait pas précipitez dans une barbarie réelle. Je ne connois point de Nation en Europe qui dans une indépendance aussi absoluë, & une des-union presque générale de toutes les familles, ne se fût pas livrée aux plus grands excès. C'est ce qui me

paro-

paroît faire le plus bel éloge du caractère heureux de votre Nation; & j'ay eu raison de dire dans mon essay politique: qu'il ne falloit attribüer qu'aux vices du Gouvernement ce qui paroïssoit moins estimable en elle: *mens generosa Polonorum vitio tantum imperii decolorata.*

En effect dans les plus furieuses commotions de votre Patrie, l'histoire, que j'ay assez étudiée, ne me présente que des violences fort ordinaires dans les Pays les mieux policés. Je n'y rencontre ny Vêpres Siciliennes, ny sainte Barthelemi, ny des Roys & des Reines sur l'echaffaut. Depuis dix ans même, que j'ay le bonheur d'y demeurer, & de trouver dans la maison de Madame la Princesse votre Mere l'azile le plus désirable pour un homme qui fait penser & sentir, je n'ay jamais entendu parler de ces sceleratesses outrées, & de ces horreurs effrayantes, qui dans les autres états de l'Europe embarrassent assez souvent la sévérité des loix, pour pouvoir proportionner le supplice au crime.

Sans

Sans un ramas de brigands, connus sous le nom d'Haydamaques, & dont le repaire est au de-là du Borysthenes, à peine seroit-il question dans le pays de meurtre, de sacrilèges, de pillage, & de vols. Les Juifs seuls y commettent quelque fois des crimes atroces; mais lorsqu'ils sont découverts, la justice en arrête bientôt le cours par une punition bien capable d'effrayer leurs semblables.

On traverse sans crainte de vastes forêt, & de longues plaines, ou les habitations sont fort éloignées du grand chemin. Un cabaret isolé est souvent la seule retraite que l'on rencontre pour pouvoir s'arrêter & passer la nuit. Cependant on parcourt sans danger la Pologne d'un bout à l'autre. Ce n'est point à une marche nombreuse, ou à des troupes postées de distance en distance qu'un voyageur doit sa sûreté. L'état ne lui fournit aucun secours sur la route, & il n'a d'autre défense que son courage & l'honnêteté publique. J'ay moy même reçu plusieurs fois des som-

mes.

mes confiderables en or, qu'un fimple
Cofaque avec fa longue pique m'apor-
toit à Varfovie du fonds de la Vol-
hynie; & la plus part des Seigneurs
ne font point de difficulté d'envoyer
ainfi leur argent. Ils peuvent le re-
mettre avec beaucoup plus d'affuran-
ce à ces hommes fimples & fideles,
que les Receveurs généraux des fer-
mes de France à Lyon ne confient à
la diligence de cette Ville les de-
niers du Roy qu'ils font obligés d'en-
voyer à Paris.

Tout le monde convient d'ailleurs
que la Nation Polonoife eft la
plus affable pour les étrangers, &
que l'hofpitalité s'eft retirée chez elle
par préférence. C'eft un temoignage
public; & mon coeur le luy rend avec
plus de plaifir, qu'elle ne pourroit en
avoir elle même à le recevoir de ma
jufté reconnoiffance, quand par impos-
fible, mes foibles écrits feroient capa-
bles de contribuer en quelque chofe
à fa gloire. Comment donc avec des
mœurs auffi douces, & auffi confor-
mes à la Religion & à une raifon
éclairée, la Pologne voudroit-elle ex-
clu-

elure de son Gouvernement le bon ordre & la subordination à des loix qu'elle se fait à elle même ? N'en rejettons la faute que sur les circonstances, sur l'effect des passions, & sur l'usage d'une liberté dont il est très facile d'abuser. Une facheuse & assez longue expérience luy a fait sentir par degrez les tristes suites de la licence, & de l'inaction des loix. Il ne s'agit maintenant que de luy présenter une législation judicieuse, & propre à remettre l'ordre dans l'état; mais dont l'autorité ny la forme ne puissent alarmer cette vraye & legitime liberté, dont elle veut & doit toujours jouir. Vous la verrez alors proscrire avec autant d'empressement que de courage cette confusion & cette anarchie, qui la defiguroient aux yeux de l'Europe, & reparoitre enfin telle qu'elle est.

C'est aujourd'huy le moment, Mon Prince, où il seroit à souhaiter que les Ordres de l'Etat, qui doivent s'assembler pour la Diette de Convocation, voulussent concourir unanimement & en bonne intelligence à dresser un
pare-

pareil plan de législation. Mais si la variété d'intérêt, & la diversité des sentimens rend ce concours moins possible que désirable; n'est-il aucune ressource pour votre Patrie? Ne peut-elle au moins espérer de trouver parmi ses enfans un de ces hommes rares, une ame vraiment grande, un véritable ami de la liberté & des loix, qui sût les ménager & les concilier assez heureusement dans un projet d'administration générale, pour que son système pût réunir tous les vœux. La prudence & le zèle de ce nouveau Lycurgue mériteroit sans doute, & obtiendrait sans peine tous les hommages & toute la reconnaissance de votre Nation. Immortel, comme celui de cet ancien Législateur de Sparte, son Nom deviendrait aussi cher à la postérité, que celui d'un Tyran se rendrait odieux, & digne de la haine & du ressentiment de la Pologne entière.

Votre République est maintenant sans Chef; & sa Constitution est d'être libre sous un Roy électif. Elle en attend un du choix de vos Concitoyens.

Ils

Ils peuvent le choisir ou parmi eux, ou dans les Cours étrangères. La Diette de Convocation s'assemblera le mois prochain. Vû la position de toutes choses, il y sera sans doute question de décider préliminairement entre l'Election d'un Piate, ou celle d'un Prince étranger. Le bonheur de l'état, comme celui des Particuliers, dépend de l'issuë de cette Diette. Le concours de tous les suffrages pour l'un ou pour l'autre choix, assûre la paix & la tranquillité de la Pologne; comme le partage & l'aigreur peuvent causer sa desolation & sa perte. Cette alternative est certainement cruelle; mais elle est inévitable, si la division est fomentée & soutenue sérieusement de part & d'autre par les Puissances opposées d'intérêt.

Je me dispose à vous développer avec plus d'étendue dans mes autres lettres toute la position de votre Patrie; & peut être parviendray-je à vous montrer évidemment le seul parti sage qu'elle auroit à prendre. Par le détail, & les réflexions que je vous ay fait faire

sur

sur ce qui se passa à la Diette de Convocation du premier interregne, vous commencerez à prévoir ce qui peut arriver au moment où nous sommes. Je me flatte de vous avoir mis à portée de rapprocher la Diette de 1573. & celle qui doit se tenir dans six semaines. Vous sentirez d'ailleurs que rien n'est plus satisfaisant, & ne met plus de clarté dans l'esprit, que de savoir les choses d'origine; & que la connoissance de vos Interregnes est la partie de votre histoire la plus essentielle à un homme d'état, quand on fait l'étudier utilement.

S'il n'y avoit rien à craindre pour la nation des suites de celuy cy je vous féliciterois de bon coeur de vous trouver à votre age dans une circonstance si propre à vous former, & à vous instruire. Profitez en, Mon Prince, & fasse le Ciel que je puisse inspirer à vos Concitoyens les mêmes sentimens que j'ay pour votre Patrie; & leur communiquer la douleur que je sens de la voir prête à devenir peut-être bientôt le théâtre sanglant de l'ambition & de la Jalousie. Quelque soit
la

la face des affaires, il me semble qu'il est des moyens de tout ajuster aux vrais intérêt de la République. A ne considérer que le bien de la Patrie, tout se réduit au choix ou d'une résistance courageuse & bien conduite, s'il y a espoir de succès, & que l'avantage, que l'on en doit retirer, l'emporte sur les risques à courir & sur les sacrifices à faire; ou d'une sage & convenable conciliation, si la résistance ne peut avoir que des suites malheureuses. Toute passion particulière doit être exclue du conseil qu'il faut tenir à ce sujet. La conjoncture est trop importante & trop sérieuse pour se livrer à de pareils guides. C'est à la tranquillité & au des-intéressement d'une raison éclairée à pèsér *le pour & le contre*, & à prononcer sur le parti décisif qu'il faut prendre.

J'espère que je ne serai pas le seul à apercevoir cette grande vérité. Une Nation aussi prudente découvrira sans doute, beaucoup mieux que je ne pourrois le faire, la conséquence des choses, le danger de la position, &

la

la route qu'une véritable sagesse doit
luy prescrire. Quelque événement aussi
imprévu que favorable peut aussi écar-
ter l'orage, & ramener la paix & l'u-
nion dans le tems que l'on s'y atten-
dra le moins. Je fais à cet égard des
vœux bien tendres & bien sincères.
Je pourrois même vous dire, avec la
plus grande vérité, que par reconnois-
sance pour votre illustre Maison, &
pour votre Nation, ma propre tran-
quillité ne m'est pas plus à cœur que
la prospérité & le repos de l'une &
de l'autre.

Je ne puis mieux, Mon Prince, fi-
nir la première partie de l'histoire
de vos interregnes que par le temoi-
gnage d'un aussi pur attachement. Je
craindrois de vous rebuter, si je pou-
sois plus loin mes observations. J'au-
rois peut-être dû les étendre moins,
& vous épargner le long discours du
Primat Uchański. Vous aurez même
raison de me dire qu'un pareil plan
de Gouvernement, qui pouvoit être bon
il y a 200 ans, n'a qu'un rapport bien
éloigné avec celui qu'il convien-

H

dro-

droit d'établir dans le moment présent.

Je le sens comme vous, Mon Prince; Mais c'est par cette raison même que j'ay osé faire parler le Prince de votre Senat, & le Chef de votre Republique sur chaque partie de l'administration générale. Je ne suis, graces au ciel, ny indiscret ny téméraire. Le témoignage de ma propre foiblesse, & plus encore un trop juste respect ne me permettront jamais de m'oublier au point de proposer mes idées sur le Gouvernement actuel de votre Patrie. Je n'ay eu d'autre dessein que de vous le faire connoître, & de vous en montrer l'oeconomie pendant la vacance du throne.

L'établissement de la libre élection de vos Roys m'a paru une circonstance bien favorable pour vous en développer les différentes branches. En raisonnant, suivant mes foibles lumières, sur la législation la plus capable de contribuer au bonheur de la Pologne dans un tems si loin de nous, j'ay crû pouvoir vous aider à faire de solides

& de judicieuses réflexions sur la conjoncture où vous êtes.

Je vous avouerai d'ailleurs que j'ay été bien aisé de justifier ce que j'ay avance dans mon *Compendium Politicum*. En examinant vos loix fondamentales, il m'a toujours paru que dès la première fois que votre République a commencé à se gouverner par elle même dans un Interregne, elle ne s'étoit point fait un système de politique assez approfondi & assez raisonné pour bien assurer son repos & prévenir les abus qui pourroient le troubler. En vous présentant donc, quoique bien imparfaitement, l'ordre que l'on auroit pû mettre alors dans l'état, j'ay voulu vous faire sentir le peu de régularité, que j'ay remarqué dans la forme qu'on a donnée d'abord à votre législation.

A l'aide d'une pareille comparaison, j'ay crû que vous découvririez plus aisément les défauts de cette législation, & le peu de liaison de ses parties. Elle vous fera voir que j'ay eu raison de dire que le Senat seul
après

après la mort de Louïs d'Hongrie, & l'Ordre Equestre avec le Senat après celle d'auguste Jagellon, n'avoit formé qu'un plan vague de liberté, que rien ne retenoit dans les justes bornes qu'elle doit avoir, & conséquemment sujet à des inconveniens inévitables.

En vous montrant ainsi la source des maux qui ont desolé votre Patrie, & qui se sont accrus avec le tems, J'ay eu l'intention de vous faciliter le moyen d'en chercher le remède, & de vous accoutumer à cet esprit d'ordre, de suite, & de combinaison qui fait le véritable homme d'état. J'espere aussi que les éclaircissemens, que vous trouverez dans ce discours du Primat, vous mettront plus à portée de juger sainement des nouvelles loix que la sagesse de la Diette prochaine trouvera nécessaire d'établir; & que vous pourrez avec plus de connoissance suivre toutes les démarches de la Republique dans le cours de cet interregne.

Je voudrois que l'utilité de mes
soins

soins pût égaler la vérité de mon zele, & le desir que j'ay de vous en convaincre. Ma lettre seroit un Chef d'oeuvre. Heureux du moins, si mon foible travail peut vous prouver toute l'étenduë de mon attachement, & du tendre respect avec lequel je suis.

Mon Prince

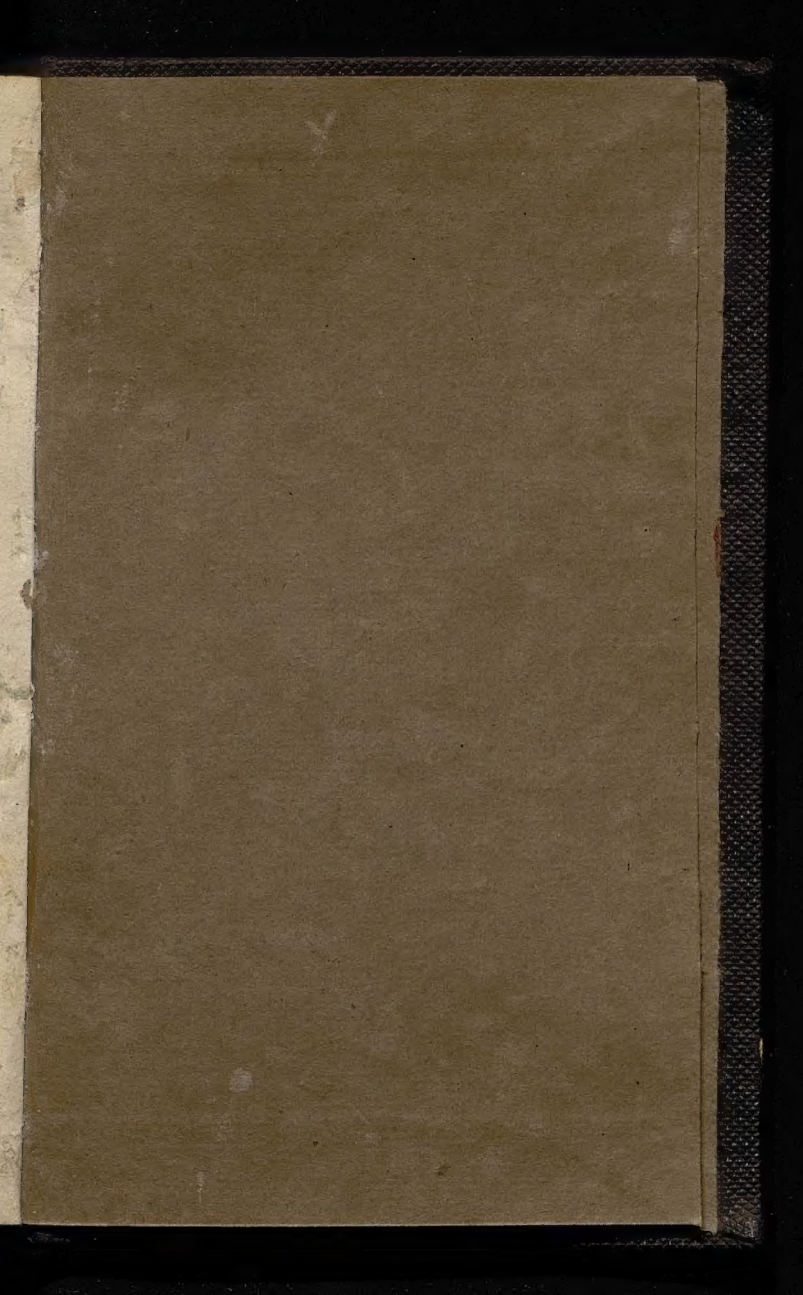
De Votre altesse

Letrés humble & très obéis-
sans Serviteur & ami bien vray
PYRRHYS de Varille

à Lubartow

ce 1. Avril 1764.





Biblioteka Jagiellońska



stdr0022143

